

correspondance de presse internationale

inprecor

Juin 1998 - n°425

INPRECOR

Indonésie
L'après Suharto

Brésil
Mouvement Sans Terre

Union européenne
Les dessous de l'Euro



Prix : 35 FF / 150 FB / 7 CHF

Indonésie

<i>Vers une dictature ramollie</i>	G. Buster	3
<i>Parti démocratique du peuple (PRD)</i>	(b)	4
« Suharto parti, le régime tient toujours »	Déclaration du PRD	6
<i>Questions à Budiman Sujatmiko, emprisonné</i>	document	8
<i>Causes et conséquences de la crise</i>	Eric Toussaint	9

Région Asie Pacifique

<i>La conférence de solidarité de Sydney</i>	Pierre Rousset	11
--	----------------	-----------

Danemark

<i>Un bilan de la grève des 500 000</i>	Jørgen Arbo-Bæhr	14
<i>L'establishment danois a peur de perdre</i>	Søren Søndergård	16

Union Européenne

<i>L'euro est là... et maintenant ?</i>	François Vercammen	17
<i>Plate-forme revendicative européenne</i>	document	18
<i>Manif européenne des chômeurs</i>	(b)	20

Brésil

<i>Le Mouvement Sans Terre : une vie nouvelle ici-bàs</i>	Raúl Zibechi	23
---	--------------	-----------

Égypte

<i>Lutttes paysannes et mobilisations politiques</i>	Sayyid Murshid	29
--	----------------	-----------

Livres

<i>Deux livres sur les rapports Nord-Sud</i>	Maxime Durand	33
--	---------------	-----------

Viêt-nam

<i>Révolte paysanne et dissidences</i>	(b)	34
--	-----	-----------

Russie

<i>Où va le PC de la Fédération de Russie</i>	Boris Kagarlitsky	17
---	-------------------	-----------

L'importance de l'actualité nous a fait reporter la publication de la suite de notre dossier sur l'année 1968. Nous prions nos lecteurs et les auteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

Abonnement

(11 numéros par an)

● France - DOM-TOM -	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Europe - Afrique du Nord	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Autres destinations	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● PLI FERMÉ (toutes destinations)	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● Moins de 25 ans et chômeurs	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Institutions (lecteurs multiples)	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Abonnement de soutien			<input type="checkbox"/>
● Découvrir Inprecor (Réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI, BP 85,
 75522 PARIS Cedex 11, France.
 Tél. : 33/0 1 43 79 29 60
 Fax : 33/0 1 43 79 29 61
 e-mail :
 100641.2324@compuserve.com
 Rédacteur, directeur de publication,
 gérant : Jan Malewski
 Commission Paritaire n° 59117.
 ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie
 2, rue Richard-Lenoir, 93106
 Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
 DIF' POP' SARL, 21^{es} rue Voltaire,
 75011 PARIS, France.
 Tél. : 01 40 24 21 31
 Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Indonésie : Vers une dictature ramollie

par
G. Buster*

Le 21 mai 1998, après 32 ans à la tête de la dictature militaire anticommuniste la plus sanglante du tiers monde, le général Suharto a démissionné « pour le bien de son peuple ».

Il voudrait par cette décision garder l'initiative politique, tout en défendant les intérêts de sa famille, alors que la classe dominante indonésienne est divisée et paralysée par les effets combinés de la crise économique, la prise d'assaut de ses marchés par le capitalisme international sous la direction du FMI, et un mouvement de masse où ont dangereusement convergé étudiants, travailleurs et déshérités.

Responsable de la mort de près d'un million de personnes lors du coup d'État qui l'a porté au pouvoir en 1965 et de 300 000 encore avec l'occupation de Timor oriental et de Irian Jaya, la dictature voudrait par cet acte symbolique se transformer en dictature décaféinée — ne parlons pas de démocratie — de façon à maintenir intacts les institutions fondamentales du régime et les intérêts économiques qu'elles préservent.

Mais l'Indonésie connaît aujourd'hui une crise pré-révolutionnaire. Si les classes dominantes ne peuvent plus continuer à gouverner comme avant, c'est que les facteurs à l'origine de la crise ont provoqué leur division et dépassent largement leurs capacités de réaction. Ces facteurs ont acculé des dizaines de millions de personnes qui vivaient déjà aux limites de la pauvreté à une situation désespérée : elles n'acceptent plus de se laisser gouverner comme avant, ne serait-ce que parce qu'elles n'ont, aujourd'hui, plus rien à perdre.

Une crise pré-révolutionnaire n'est pas une révolution. Il manque avant tout le facteur subjectif, la volonté politique pour les gens d'organiser leur propre pouvoir. Il faudrait que leur expérience personnelle

les convainque que l'ensemble de la classe dominante est incapable de résoudre leurs problèmes les plus immédiats, et qu'ils expriment cette volonté politique dans leurs propres institutions, pour pouvoir mettre en œuvre un programme alternatif.

L'Indonésie en est à la première étape d'une telle expérience. Le nouveau président désigné par Suharto, B. J. Habibie, son protégé de longue date, se contente d'exprimer que quelque chose a déjà changé avec la démission du dictateur, pour mieux veiller à ce que rien ne change, appuyé en cela sur une armée qu'il veut loyale, ou plus exactement une armée qui compte sur sa loyauté.



Aucun autre secteur de la classe dominante n'a pu élaborer un programme pour défendre ses propres intérêts, car la crise économique est telle, et les marges de manœuvre à ce point réduites, que seule l'armée peut garantir que le peuple ne prendra pas d'assaut les magasins.

La première mesure de Habibie a consisté à faire évacuer par l'armée les 2 000 étudiants qui avaient occupé le parlement depuis 4 jours pour exiger la démission de Suharto. Il s'est posé, aux côtés de l'armée, en garant de la sécurité personnelle et de la fortune du dictateur et de ses proches. Ils voudraient s'en tenir là, et ne pas organiser d'élections avant l'échéance constitutionnelle de 2003, même si, sous la pression populaire, il annonce des élections « dès que possible ». Ceux qui voient en Habibie un

réformateur ne devraient pas garder longtemps leurs illusions.

Suharto S.A.

Les signes avant-coureurs de la crise actuelle remontent à 1994, avec les discussions sur l'opportunité de préparer une succession contrôlée à l'occasion de l'élection présidentielle de 1998. L'initiative en revenait principalement à des généraux en retraite, propriétaires de grands médias, qui voulaient canaliser le mécontentement nourri chez les officiers supérieurs par l'influence économique croissante des enfants et des amis personnels de Suharto, et les situations de monopole dont ils avaient bénéficié.

Depuis le coup d'État militaire de 1965, l'armée (ABRI) est devenue la principale institution du régime de l'Ordre nouveau et le principal creuset d'une bourgeoisie indonésienne, sous la protection de l'État, préoccupée de contrecarrer le développement d'une bourgeoisie d'origine chinoise. Mais cette ascension sociale "organisée" dans le cadre de l'institution militaire a été interrompue à partir du milieu des années quatre-vingt par le népotisme de Suharto, de sa famille et de ses amis.

L'interdiction en juin 1994 des trois principales revues du pays a coupé court au débat, en privant de parole tout secteur de la bourgeoisie autre que le clan Suharto. Le bonapartisme traditionnel du dictateur a cédé la place à un contrôle des secteurs les plus rentables de l'économie, mais aussi à l'hégémonie du secteur pro-Suharto au sein du gouvernement, sous la direction de Habibie. Au sein même de l'armée, on a assisté à l'ascension météoritique du gendre de Suharto, le général Prabowo, qui a pris le contrôle des troupes spéciales (Kopassus) et, il y a un an, de l'ensemble des forces d'intervention rapide (Kostrad).

Alors que l'économie indonésienne

* G. Buster est membre du conseil de rédaction de la revue madrilène *Viento Sur*.



s'intégrait rapidement à l'économie mondiale, rendant plus complexe la structure des intérêts de la bourgeoisie, le système de domination politique perdait d'autant plus sa capacité à représenter ces intérêts, au seul bénéfice de la famille et des amis du dictateur.

Golkar, le parti officiel, a connu un "conditionnement" du même ordre. Sa structure corporatiste traditionnelle cherchait à refléter les intérêts des différents secteurs du régime. L'hégémonie de la famille Suharto s'est manifestée avec l'entrée en scène de la fille aînée du dictateur, Siti Hardiyanti Rukmana (Tutut), candidate possible à la succession, soucieuse de trouver une base de masse dans les masses urbaines paupérisées.

Ces couches sociales préoccupaient d'autant plus le régime qu'elles semblaient avoir trouvé un porte-parole en la personne de Megawati Sukarnoputri, fille du dirigeant de l'indépendance du pays et présidente du Parti démocratique indonésien (PDI), l'un des trois "partis" autorisés par le régime. Suharto a alors organisé un putsch interne dans le PDI, pour empêcher Megawati d'être candidate à l'élection présidentielle de 1998. Il a fallu pour cela lancer l'armée contre le siège du PDI à Djakarta, bastion des partisans de Megawati, le 26 juillet 1996, au prix de dizaines de morts et de plusieurs journées

de troubles populaires dans la capitale, durement réprimés.

Le troisième parti légal, le Parti uni du développement (PPP) s'efforce de capter un électorat islamique, organisé dans ses propres associations telles que Nadhlatul Ulama, présidée par Abdurachman Wahid, et Muhammadiyah, avec Amien Rais, qui comptent ensemble quelque 50 millions de membres. Suharto a voulu construire une troisième force dirigeante autour de Habibie, avec la création de l'Association des intellectuels musulmans (ICMI), qui regroupe les secteurs technocratiques de l'appareil d'État.

Mais Wahid, cultivant l'ambiguïté, s'est appuyé d'abord sur Magawati, puis sur Tutut, pour apparaître finalement comme le seul représentant de la petite



bourgeoise musulmane modérée. Rais a adopté une opposition de plus en plus franche à Suharto, jusqu'à demander publiquement son départ — fait unique parmi les dirigeants du pays —, et proposer sa propre candidature à la présidence du pays, porté par une vague de radicalisation de la petite bourgeoisie, aussi bien rurale qu'urbaine, qui s'est manifestée dans la campagne du PPP lors des élections législatives de mars 1997 et la réaction populaire à la fraude qui s'y est produite.

Les trois composantes de la protestation

Le souvenir des massacres de 1965 et l'essor rapide de l'économie indonésienne dans les années soixante-dix et quatre-vingt ont rendu la classe ouvrière relativement passive jusqu'à la vague de grèves de 1995-96. Mais les conditions de vie très dures pour beaucoup de travailleurs, arrivés récemment de la campagne où vivent toujours leurs proches, et la misère des salaires ont nourri une volonté de résistance dans les grands centres industriels de Surabaya, Yogyakarta, Bogor, Medan et Djakarta.

Les assemblées générales et les manifestations dans les zones industrielles ont pris la forme d'une campagne soutenue

Partai Rakyat Demokratik - PRD

Après l'écrasement sanglant du parti communiste indonésien, le mouvement ouvrier a été pour longtemps détruit. Ce sont donc les organisations confessionnelles, en premier lieu musulmanes, qui ont occupé le terrain du mouvement populaire. La gauche reste faible aujourd'hui, mais les militants du petit Parti démocratique du peuple (PRD) ont su jouer un rôle dans la restructuration et la politisation du mouvement démocratique.

Le PRD a été constitué en 1994 par des militants de l'organisation étudiante SMID (Étudiants solidaires pour la démocratie), du syndicat ouvrier PPBI (Centre pour la lutte des travailleurs), de l'organisation paysanne STN et de celle des artistes JAKER — toutes issues des mobilisations populaires des années précédentes. En 1996 il a dû faire face à une forte répression gouvernementale. Le journal de l'armée *Berita Yuhda* décrivait alors le PRD comme « agissant dans les secteurs stratégiques, parmi

les étudiants et les ouvriers, manipulant l'opinion publique avec des tracts et d'autres publications. Dès qu'on voit un tract où une action de plus de mille personnes, le PRD est derrière. Ce sont des jeunes habiles et très intelligents. Non seulement ce sont des théoriciens brillants capables de tenir tête aux professeurs, mais de plus ils mettent en pratique ce qu'ils pensent. Ce sont d'excellents orateurs, capables d'influencer les gens, qui les comprennent. C'est cela le PRD »(1) Quant au général Soesilo Soedarman, ministre coordonnateur du Conseil de la sécurité politique, il expliquait à la presse que « le PRD emploie des méthodes similaires à celle de l'ancien parti communiste indonésien » en s'opposant à « la dictature de l'Ordre nouveau »(2), crime suprême aux yeux des bouchers de Suharto.

Le PRD et son organisation étudiante furent particulièrement actifs au sein du mouvement étudiant de ces derniers mois.

Le général Sjamsuddin, commandant militaire de Djakarta, expliquait à la presse fin mars 1998 que « la force qui va de l'avant en ce moment, ce sont ceux qui se donnent pour nom PRD et leur filiale étudiante SMID. Ce sont eux qui causent les troubles. Ils ne sont pas actifs directement, ils provoquent »(3). Et il a accusé le PRD d'avoir « un plan stratégique ».

En février 1998 la direction du PRD écrivait dans une déclaration (4) : « Le peuple croit maintenant que la seule solution pour la nation indonésienne est de renverser la dictature de Suharto. Si l'impasse constitutionnelle ne peut être dépassée (...) le peuple ira de l'avant selon les lois de la révolution. C'est à dire par un soulèvement populaire pour remplacer la dictature de Suharto, le gouvernement et toutes les institutions qui sont viles et décadentes, par un gouvernement populaire souverain, juste et démocratique. (...) Il faut créer un Conseil populaire souverain et indépendant pour remplacer la Chambre de représentants consultative (MPR) fantôme. Il faut établir les conseils populaires à tous les niveaux :

Indonésie

des pays en voie de développement. Une pure provocation. A son retour, le 16, il avait perdu le contrôle de la situation et la classe dominante était profondément divisée.

Djakarta et les principales villes s'étaient mutinées. Les étudiants avaient rompu l'encercllement de leurs campus et manifestaient en pleine ville. On comptait plus de 500 morts et l'armée hésitait entre une répression sanglante et la fraternisation avec les manifestants. Suharto lui-même avait envisagé sa démission depuis Le Caire.

De retour à Djakarta, il a cherché à reprendre en main la situation. Le 19 mai, il annonce un vaste remaniement ministériel et la formation d'une commission pour la réforme du régime. Il promet l'organisation rapide d'élections législatives et s'engage, à 76 ans, à ne pas se représenter à l'élection présidentielle de 2003.

Mais la veille, Harmoko, président du parlement et du parti officiel Golkar, avait

réclamé la démission de Suharto et menaçait de convoquer une session extraordinaire pour exiger constitutionnellement son départ. Le ministre de la Défense et chef des armées, le général Wiranto, après avoir beaucoup hésité, s'était rallié à Suharto, tout en exigeant que son départ se conforme aux dispositions constitutionnelles. Les alentours du parlement étaient occupés par quelque dix mille étudiants et Amien Rais, se posant en porte-parole de l'ensemble de l'opposition, avait appelé à une manifestation d'un million de personnes pour soutenir les étudiants et exiger la démission de Suharto.

Au milieu d'un tel chaos, Suharto fut le seul à garder l'initiative politique. Conscient des risques d'une division au sein de l'ABRI entre la fraction "rouge-blanc" de Wiranto et la fraction "verte" de Prabowo si l'armée réprimait la manifestation du 20, il décida de négocier une issue avec Amien Rais : sa démission contre l'annulation de la manifestation.

Rais a accepté. Le FMI s'est également rangé dans l'opposition pour essayer de sauver son plan d'ajustement, et a annoncé la suspension des aides à l'Indonésie tant qu'il n'y aurait pas de "stabilité politique".

Le scénario de Suharto a réuni les fractions du régime face au risque d'une guerre civile. Suharto céderait la présidence à Habibie et le parlement soutiendrait le maintien du régime légal jusqu'à la fin du mandat présidentiel en 2003. L'armée se porterait garante de la sécurité et de la fortune de Suharto et des siens. Le nouveau gouvernement sous la présidence de Habibie mènerait à bien les réformes annoncées par Suharto le 19 mai. Les États-Unis, le Japon et l'ensemble des puissances impérialistes ont soutenu sans hésitation ce "début" de transition démocratique. Le FMI a annoncé qu'une délégation se rendrait à Djakarta le 4 juin pour renégocier le plan de sauvetage économique.

Document : Déclaration du PRD

« Suharto parti, le régime de Suharto tient toujours »

Nous publions ci-dessous la déclaration du PRD diffusée après la démission de Suharto.

Sous la pression des dirigeants politiques, des organisations de masse et de la population, Suharto a fini par démissionner de son poste de président de la République d'Indonésie. Il a mis fin à trente-trois ans de présidence. Mais le régime militaire-capitaliste de Suharto, responsable de toutes les souffrances infligées au peuple, n'est pas

encore défait.

La démission de Suharto de la présidence et l'intronisation de Habibie en tant qu'héritier — en absence d'un semblant de démocratie — n'est rien d'autre qu'une tentative de préserver le régime de Suharto. Sa démission de la présidence n'est qu'une tentative de pacifier la colère du peuple. S'il avait refusé de partir, la colère du peuple aurait grandi encore. Si les masses avaient été mobilisées en plus grand nombre, elles ne se limiteraient pas à vouloir le départ du président, elles auraient exigé la fin du système de pouvoir de l'Ordre nouveau, s'en seraient prises à ses affaires familiales et même à sa personne et à celles de ses amis. La démission de Suharto n'a d'autre but que de minimiser les pertes infligées par la résistance populaire et à l'affaiblir.

Suharto est le marionnettiste, Habibie est la marionnette

Les termes employés par Suharto « lenger keprabon, madheg pandhito » (en javanais : descendre du trône, devenir un prêtre/conseiller) sont clairs. Il s'est formellement démis de son poste et veut continuer à jouer un rôle en coulisses. En d'autres termes, il est aujourd'hui le marionnettiste qui choisit librement les marionnettes. La marionnette c'est Habibie, un personnage habile dans l'emploi des symboles de l'Islam

et utile pour manipuler la communauté musulmane. Il fait partie du cercle loyal envers Suharto.

Suharto voulait que son successeur soit sous son contrôle. C'est pourquoi il a choisi le vice-président comme successeur. Le poste du président aurait dû être pourvu par la Chambre des représentants (MPR), même si le MPR est aussi une marionnette de Suharto. Le siège du président n'est pas supposé être occupé par le vice-président. Mais l'organisation d'une élection présidentielle par une assemblée extraordinaire du MPR aurait permis à d'autres candidats d'apparaître. La pression populaire aurait pu forcer le MPR à élire une personne que Suharto ne souhaitait pas, même si cette personne était issue du cénacle de l'Ordre nouveau.

Suharto n'a pas besoin de chercher un successeur qui semble moralement intègre aussi longtemps qu'il le contrôle. Habibie n'est pas différent de Suharto. Il est aussi népotiste et c'est un capitaliste-copain qui possède beaucoup d'affaires familiales.

La clique de Suharto est toujours solide, les militaires lui restent loyaux

Le legs du poste présidentiel à Habibie ne conduit pas nécessairement à un conflit avec sa clique. Même les chefs militaires les plus ambitieux l'acceptent. Cela signifie que Suharto et son bloc au pouvoir sont toujours solides. Les immenses manifestations des derniers mois ont encouragé certains des supporters de Suharto à prendre position



Andi Arief, président du SMID et porte-parole du PRD, kidnappé par les militaires le 28 mars 1998.

Dès son investiture, Habibie a ordonné à l'armée de chasser les étudiants du parlement, à n'importe quel prix. Le nouveau gouvernement s'est contenté de se séparer de Tutut, la fille aînée de Suharto, et de son compère Mohamad "Bob" Hasan. Il a intégré toutes les fractions de Golkar qui avaient manifesté des velléités oppositionnelles tout au long de la crise. L'horizon des réformes a été fixé à 2003. Après avoir menacé de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement, Amien Rais s'est finalement contenté de lui accorder six mois de "neutralité".

La bourgeoisie a peur des étudiants, des ouvriers et des déshérités. Elle ne veut pas revivre des semaines comme celles du mois de mai et elle est prête à toute concession, après la mise à l'écart de Suharto, pour autant que soit maintenue l'unité de l'armée, garante de sa sécurité. L'opposition populaire reste divisée entre les Megawati, les Rais, la peur de l'ABRI, toujours prête à la réprimer dans le sang

contre lui. Néanmoins le véritable pouvoir de Suharto reste total.

Maintenant la clique de Suharto est impopulaire. Elle en est consciente. C'est pourquoi elle accepte de reculer un peu. Mais elle cherche une occasion pour resurgir contre les forces démocratiques. Quand sa contre-attaque sera-t-elle lancée ? Elle le sera lorsqu'ils penseront que les masses sont démobilisées. Les militaires ont commis une erreur en tuant les six héros des réformes à l'université Trisakti le 12 mai. Cet assassinat fut fatal pour la position de Suharto, même si Suharto pouvait vouloir éviter un tel résultat.

Le général Wiranto en tant que ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées a également manifesté son entière loyauté à l'ex-président et à son héritier Habibie. Il est fort dommage que certains activistes du mouvement démocratique rêvent encore des militaires en faveur des réformes. Certains poussent même la naïveté jusqu'à penser qu'il ne peut y avoir de changement sans le soutien des militaires.

Le soulèvement des masses du 14 mai a modifié le climat politique en faveur du changement sans l'aide des militaires. En fait les militaires tentent d'empêcher le changement. A un moment où les militaires restent solides comme maintenant, pouvons-nous toujours espérer qu'ils vont soutenir les réformes ? Les officiels militaires sont infiniment plus conservateurs et plus opposés aux réformes que les officiels civils corrompus comme Harmoko et Abdul Latief. Quel que soit le degré de corruption des Harmoko et Abdul Latief, ils sont perméables à la pression pour exiger le retrait de Suharto. Mais

comme en juillet 1996 et en ce mois de mai, et l'encouragement de cette première victoire en ayant forcé Suharto à démissionner. Dans une telle situation, le mouvement de masse est largement traversé de toutes sortes d'illusions, c'est inévitable.

Les limites de Habibie

Au moment où Habibie prend les commandes, il a incontestablement tous les parieurs contre lui.

Les Bourses de la région ont chuté à l'annonce de sa nomination. Le FMI le tient pour un personnage "pittoresque" dans le meilleur des cas, incapable de mener à bien un programme d'ajustement, car si Habibie représente quelque chose, c'est bien une bourgeoisie nationale prête à défendre, monopole après monopole, ses intérêts face au capital international. Pour autant, ils n'ont pas de meilleur candidat.

regardez ces généraux (à l'exception de ceux qui sont à la retraite et qui ne sont plus sous le contrôle de Suharto) : la différence entre eux et des robots est seulement celle des matières premières dont ils sont faits.

Encore un fois : réforme totale!

Le transfert de la présidence de Suharto à Habibie ne doit pas affaiblir notre lutte. Ce transfert n'indique pas que Suharto a entrepris des réformes. L'Ordre nouveau n'a pas bougé d'un pouce. Encore une fois, ce qui s'est passé n'est qu'une tentative de limiter l'exigence des réformes et de faire illusion tant que la colère du peuple subsiste. Il n'y a pas de changement du régime de Suharto.

N'oubliez pas, les demandes fondamentales des masses n'ont pas été réalisées : l'abrogation des cinq lois politiques de 1985 ; le démantèlement de la fonction duale de l'armée ; le jugement de Suharto ; la confiscation des capitaux des entreprises des copains ; la confiscation des biens des officiels corrompus ; les élections libres, démocratiques et multi-partites ; la libération de tous les prisonniers politiques !

Le legs de la présidence à Habibie ne doit pas brouiller la conscience du peuple. Nous devons le dire clairement une fois encore : nous voulons une réforme totale et non des demi-réformes peu sincères ! La réforme totale ne peut être réalisée que sous le contrôle du peuple pour éviter toute tentative de la dévier de l'objectif choisi. Seul un Conseil populaire (ou tout autre nom qu'il se choisira), établi par le peuple et non par le régime, peut exercer ce contrôle. ■

Les étudiants et le secteur de l'opposition dirigé par le PRD n'ont pas marqué la moindre hésitation. Dès le lendemain de l'évacuation du parlement, ils ont manifesté dans les rues pour demander l'organisation immédiate d'élections législatives pour une assemblée constituante. Un des ministres du nouveau gouvernement, l'inamovible ministre de l'Économie, principal négociateur auprès du FMI, Ginandjar Kartasasmita, a donné six mois à Habibie et réclamé la convocation immédiate d'élections législatives pour légitimer le gouvernement. Le ministre de la Justice, Muladi, ancien membre de la Commission nationale des droits de l'homme, a annoncé qu'il présenterait lors de la première réunion du gouvernement, le 25 mai, un décret d'amnistie concernant 15 prisonniers politiques, alors qu'il y en a plus de



Yusuf Habibie

200 dans les prisons du pays. Le ministre de la Défense, le général Wiranto, a obtenu que soit retiré au gendre de Suharto, le général Prabowo, le commandement de Kostrad.

Le principal problème de Habibie tient à ce qu'il perd toute crédibilité s'il ne met pas en marche les réformes, mais aussi dès qu'il les engage. Alors que toutes les fractions de la bourgeoisie indonésienne ont accepté que s'ouvre la transition, chacune cherche à en tirer quelque parti pour ses propres intérêts, en essayant de s'appuyer sur tel ou tel secteur du mouvement de masse. Ce n'est pas vraiment le meilleur scénario pour la "stabilité politique".

Mais plus que ces manœuvres internes des différentes fractions de la bourgeoisie, ce qui pèse ce sont les marges de manœuvre limitées que lui imposent la crise économique, l'offensive sur le marché intérieur du capital étranger derrière le FMI, la saignée permanente de Timor oriental, mais aussi les insurrections de Irian Jaya et Aceh et, surtout, l'essor d'un mouvement de masse auquel on peut éventuellement faire quelques concessions politiques, mais sans pouvoir améliorer ses conditions de vie.

Telles sont les causes profondes de la crise, qui détermineront, en dernière instance, la durée de vie du gouvernement Habibie. ■

25 mai 1998

Questions à Budiman Sujatmiko, emprisonné

Budiman Sujatmiko, président du PRD, a été condamné le 13 avril 1997 à 13 ans de prison pour "subversion". L'interview, dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits, a été réalisée, par Kylie Moon en février 1998, dans la prison de Cipinang, et publié par *Green Left Weekly* (hebdomadaire du Parti socialiste démocratique, DSP, d'Australie) le 11 mars dernier. A l'heure où nous mettons sous presse, Budiman Sujatmiko n'a toujours pas été libéré, alors que le mouvement démocratique exige sa libération.

● *Comment apprécies-tu l'état du mouvement en faveur de la démocratie ?*

Budiman Sujatmiko : Nous n'avons pas encore de mouvement démocratique en tant que tel. Il est en train de se former. Nous avons vu des personnalités comme Megawati Sukarnoputri (présidente déposée du PDI, Parti démocratique indonésien), Amien Rais (dirigeant de l'organisation de masse islamique Muhammadiyah) et d'autres qui pourraient jouer un rôle dirigeant. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont capables d'organiser le mouvement, mais ils peuvent jouer un rôle symbolique. Muhammadiyah a une base parmi les musulmans des villes, les petits commerçants etc. et je crois qu'ils peuvent être une force en faveur de la démocratisation. Même si les projets politiques de Rais ne sont pas clairs, il est perçu comme un leader. Il a pris la parole fermement contre le régime, ce qui est positif.

Mais beaucoup de musulmans, tant à l'intérieur des Muhammadiyah et de Nadhlatul Ulama (principale organisation islamique en Indonésie) qu'en dehors de ces mouvements, sont assez conservateurs — ils continuent encore à soutenir le régime et rendent les Chinois responsables de la crise économique.

Beaucoup de gens soutiennent Megawati seulement parce que c'est la

filie de Sukarno. Mais les jeunes peuvent voir en elle une dirigeante potentielle. Elle a une influence considérable parmi les masses et elle est perçue comme un symbole du mécontentement.

Elle a pris nombre de bonnes initiatives, comme celle de se présenter comme la future présidente, mais le système parlementaire et l'élection présidentielle étant totalement contrôlés, la seule voie qui lui reste est celle de diriger un mouvement de masses extraparlamentaire.

Les deux ont demandé le départ de Suharto.

● *Comment le krach du 27 juillet 1997 et l'arrestation des membres du PRD ont-ils touché l'organisation ?*

B. S. : Après le krach de juillet nous avons dû nous restructurer en tant qu'organisation clandestine. Au cours de notre conseil national du mois d'août, nous avons décidé de nous concentrer sur la construction d'un mouvement de masse extraparlamentaire. Nous avons commencé à mettre en place, tant au niveau local qu'au niveau national, des structures qui puissent couvrir notre activité de manière à maintenir nos rapports avec le peuple.

Après 1994, lorsque nous avons appelé à la formation d'une coalition populaire et démocratique, nous avons eu beaucoup de discussions avec les autres organisations qui se prononcent en faveur de la démocratie. Mais la réalisation pratique de ce projet reste problématique.

● *Comment le PRD tente-t-il de construire une telle alliance ?*

B. S. : C'est un processus compliqué. Nous avons participé à des coalitions locales unifiant les déshérités des villes, les étudiants, les travailleurs et les partisans de Megawati dans un grand nombre de villes. Maintenant nous développons une campagne de masse en soutien à Megawati qui refuse la réélection de Suharto.

Si nous avons notre propre program-



me indépendant, nous ne pouvons le réaliser seuls. C'est pour cette raison que nous travaillons avec d'autres groupes pour construire une coalition. Nous pensons que les gens sont aujourd'hui prêts à s'auto-organiser et à élire leurs directions.

Nous nous attendons à de grandes manifestations. Notre rôle n'est pas de développer le mécontentement social — ce mécontentement existe déjà — mais de l'aiguiser, de le rendre plus politique, en peignant des slogans, distribuant les tracts et organisant des meetings publics. Dans cette situation répressive la question n'est pas seulement comment avancer, mais comment regrouper les forces.

● *Penses-tu que la majorité de la classe dominante indonésienne a décidé qu'il est temps de renvoyer Suharto ?*

B. S. : C'est difficile à estimer. Mais la division au sein de la classe dominante est devenue plus marquée. Cela a été révélé lorsque le gouvernement a accusé Safyan Wanandi, un entrepreneur chinois, d'être mêlé à l'incident de Tanah Tinggi (où une bombe a explosé en janvier).

Je crois que des secteurs importants de l'élite ont adopté l'attitude "attendre et voir". Mais nous ne pouvons pas seulement attendre et voir ce qui va se passer. Les seuls secteurs des classes moyennes que nous pouvons mettre en mouvement sont les étudiants et les intellectuels.

● *Pourquoi le régime est-il si préoccupé par le PRD ?*

B. S. : Même si nous sommes encore petits, nous sommes une des rares organisations dont le programme attaque directement le gouvernement. Lorsque les autres groupes reculent, le PRD continue

d'organiser sur le terrain et les gens le voient. Le gouvernement sait que nous avons la capacité d'organiser les masses contre le régime.

● *Quelle est la possibilité de changement tant que les militaires restent forts et que le régime continue de bénéficier du soutien des gouvernements impérialistes, tel celui des États-Unis ?*

B. S. : Les gouvernements impérialistes, tel celui des USA, ont leur intérêts propres : ils ont besoin d'un gouvernement plus démocratique en Indonésie. A cause du népotisme et des monopoles contrôlés par Suharto, la dictature ne peut garantir les réformes libérales marchandes que les États-Unis désirent. Alors nous avons pour l'instant des intérêts communs en nous opposant à ce régime corrompu.

Bien sûr nous ne'attendons pas que les USA agissent. Nous ne nous limitons pas seulement à vouloir chasser Suharto. Même après Suharto nous aurons à faire face au néolibéralisme.

La lutte pour la démocratie, ce n'est pas quelque chose qui peut s'arrêter du jour au lendemain. Indépendamment de qui sera élu président en mars, la crise économique va se poursuivre et s'aggraver. Le gouvernement devra faire face à plus de mécontentement social. Ce genre de conditions a été le facteur de la chute des dictatures dans le monde entier.

● *Mais comment défaire les militaires ?*

B. S. : Je crois que devant les mobilisations massives contre le régime, les militaires vont se diviser. Donc une nouvelle fois la question posée est celle du renforcement des organisations des travailleurs et des déshérités. Les travailleurs ont le pouvoir économique potentiel, leur organisation est donc prioritaire pour le PRD. ■

par
Eric Toussaint*

Avant que n'éclate la crise, 50 millions d'Indonésiens vivaient en-dessous du seuil de pauvreté absolue, c'est-à-dire qu'ils avaient un revenu inférieur à un dollar par jour (1).

Le drame social. Depuis l'éclatement de la crise asiatique en 1997, cinq millions d'Indonésiens ont perdu leur emploi dans le seul secteur industriel (la population totale s'élève à 203 millions). Pour prendre la mesure de ce que cela signifie, il faut prendre en compte qu'une personne qui a un emploi en fait vivre directement plusieurs. La monnaie nationale, le rupiah, a perdu 70 % de sa valeur face au dollar. En conséquence, les prix intérieurs ont grimpé sans que les revenus des masses laborieuses suivent : leurs revenus réels ont chuté de 50% (2). Les personnes endettées doivent aujourd'hui verser 50 % de taux d'intérêt annuel. Autant dire qu'elles sont étranglées. Les petits et moyens producteurs ou commerçants qui voudraient emprunter pour maintenir leur entreprise à flot ne sont pas en mesure de verser 50 % de taux d'intérêt.

Absence de droits pour les travailleurs. Il n'y a aucun syndicat indépendant légal en Indonésie, pas de véritable

Causes et conséquences de la crise

droit d'association, encore moins de droit à la grève. En Indonésie n'existe qu'un syndicat officiel, le FPSI. C'est le seul à être reconnu par le ministère de la main-d'œuvre.

Il existe quelques syndicats indépendants illégaux dont le principal, le Syndicat indonésien pour la prospérité, a été systématiquement réprimé à partir de 1994. Le 29 juillet 1997, 26 cadres de ce syndicat ont été emprisonnés alors qu'ils tenaient une réunion de travail. Le dirigeant principal est actuellement traduit en justice pour des faits qui remontent à 1995-1996. Il lui est reproché d'avoir appelé à une démocratisation, à l'indépendance de Timor et à traduire le dictateur Suharto devant un tribunal (3). Dans certaines provinces, les travailleurs sont encore payés en nature.

Les causes de la crise économique.

Parmi les causes fondamentales de la crise qui frappe l'Indonésie comme les trois autres "tigres" (Philippines, Malaisie, Thaïlande), on doit mentionner que le haut taux de croissance antérieur (7 % annuels en Indonésie) était basé sur un fort apport extérieur de capitaux ainsi que sur des importations qui dépassaient systématiquement en valeur les exportations. D'où un déficit grandissant des transactions courantes qui a été aggravé par l'appréciation du dollar en 1996-1997. La politique de bas salaires pour attirer les investissements étrangers combinée à des taux d'intérêt relativement élevés pour



* Eric Toussaint anime le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM, 29 rue Plantin, 1070 Bruxelles, Belgique). Il a publié notamment *La Bourse ou la vie - La finance contre les peuples*, Éd. CADTM-CETIM-Luc Pire-Syllepse, Bruxelles-Genève-Paris 1998.

1. Selon *Human Rights Watch*, vol. 10, mars 1998. (Website : www.hrw.org).

2. *Financial Times* du 16 mai 1998.

3. Source : U.S. Department of State, *Indonesia report on human rights practices for 1997*, Washington, janvier 1998.

Indonésie

attirer les capitaux volatils ont eu comme désavantage un marché intérieur déformé (où seule une petite minorité riche bénéficie d'un niveau élevé de consommation) et un développement spectaculaire d'investissements spéculatifs, notamment dans l'immobilier. Les entreprises financières ou industrielles indonésiennes se sont toutes lourdement endettées pour financer de grands projets de développement et pour réaliser des placements spéculatifs. Quand l'avant-garde des financiers spéculateurs internationaux et locaux à la tête desquels s'est trouvé notamment le Quantum fund de George Soros a jugé que les autorités seraient incapables de défendre leurs monnaies, ils ont commencé à leur donner l'assaut en commençant par le bath thaïlandais (juin 1997). Les premières attaques ayant porté leur fruit, les gros bataillons des marchés financiers ont amplifié le mouvement. Les monnaies et les bourses du sud-est asiatique ont toutes dégringolé. Les capitalistes locaux qui le pouvaient n'ont pas été les derniers à acheter des dollars et à placer leurs capitaux sous de meilleurs ciels.

Suharto fut un exemple pour le FMI. Aujourd'hui, il est de bon ton pour les dirigeants du FMI, du G7 ainsi que pour bon nombre de journaliste spécialisés dans l'analyse économique de critiquer le "miracle asiatique" qu'ils ont encensé des années durant. Il est bon de rappeler que le FMI dans son rapport annuel 1997 sur l'économie mondiale (publié en septembre 1997 alors que la crise avait déjà éclaté) citait en exemple les autorités indo-

appréciable de la pauvreté et l'amélioration de nombreux indicateurs sociaux. » (4). Plus loin les administrateurs du FMI complimentent les autorités indonésiennes pour « l'importance accordée au maintien de la libre circulation des capitaux » (p. 91) alors que, un peu avant, ils en notaient eux-mêmes les dangers : « de fortes entrées de capitaux ont posé d'importants défis pour les pouvoirs publics » (p. 90). Ils poursuivent leur analyse en exprimant des louanges aux autorités en laissant entendre que celles-ci étaient à même de maîtriser la situation : « La souplesse avec laquelle les autorités ont adapté le dosage des mesures économiques en fonction de l'évolution de la situation a été l'un des ingrédients de leur réussite et demeurera un atout essentiel pour relever ces défis » (p. 90).

Le pays est mis sous la tutelle du FMI (et, derrière lui, le G7 à commencer par les États-Unis). Depuis novembre 1997, les autorités doivent faire rapport de manière régulière à leurs tuteurs qui peuvent chaque fois les menacer de fermer le robinet des prêts dont elles ont tant besoin pour rembourser les créanciers privés. Il s'agit d'un véritable abandon de souveraineté nationale. Faut-il ajouter que le FMI et, à sa tête, le G7 ont imposé la réélection bidon de Suharto en mars 1998 ?

Les prêts accordés par le FMI, la Banque mondiale et les banques privées

institutions vont engranger de plantureux bénéfices. Michel Camdessus l'a reconnu lui-même dans une conférence de presse donnée le 18 décembre 1997. Les 43 milliards de dollars qui sont prêtés par tranche sont immédiatement utilisés pour rembourser les créanciers internationaux. Tous les participants au dit plan de sauvetage seront remboursés grâce aux revenus d'exportations et aux coupes claires dans les dépenses publiques.

Les recettes fiscales doivent servir également à payer la dette extérieure. En mars 1998, la dette extérieure indonésienne s'élevait à 134 milliards de dollars, dont 74 milliards pour le seul secteur privé (5).

Les mesures imposées. Le FMI a imposé, en novembre 1997, la suspension des activités de 16 banques nationales : cela a provoqué un mouvement de panique dans la population. Le FMI a reconnu six semaines plus tard qu'il s'était trompé et a imposé une dégringolade de la monnaie indonésienne. Il a interdit à Suharto d'essayer de maintenir une parité fixe avec le dollar. Cela a causé une baisse immédiate des revenus. Par ailleurs, la liberté de circulation des capitaux étant maintenue (autre exigence du FMI), les capitalistes indonésiens ont placé leur argent à l'abri à l'étranger en dollars.

Le FMI a exigé l'abandon de la construction d'une voiture nationale et du projet de construction d'un avion de transport civil.

Le FMI a obtenu la privatisation rapide de la plupart des banques et de nombreuses entreprises. Certaines seront recapitalisées aux frais de l'État avant d'être vendues (6).

Le FMI a exigé une augmentation formidable des taux d'intérêt, ce qui a causé immédiatement une récession.

Il a également exigé l'abandon des subsides publics aux biens de première nécessité (les subsides permettent de maintenir des prix abordables pour ces produits). Le prix de l'essence a explosé (70 % d'augmentation), ce qui a eu pour conséquence immédiate une augmentation du prix des transports. ■



nésiennes : « Les administrateurs ont félicité les autorités pour les résultats économiques de l'Indonésie au cours des dernières années, en particulier la réduction

comprennent tous une prime de risque (sauf une petite partie des prêts de la Banque mondiale destinée aux secteurs les plus vulnérables de la population). Ces

4. FMI, 1997, Washington, p. 90.

5. *Le Monde* du 7 avril 1998.

6. *Memorandum of Economic and Financial Policies* rendu accessible par le FMI sur son website (www.imf.org).

La conférence de solidarité de Sydney

par
Pierre Rousset*

De nombreux mouvements de la région Asie-Pacifique se sont réunis les 10-13 avril 1998 à Sydney, à l'initiative du Parti socialiste démocratique (DSP) d'Australie. Cette conférence fut un succès tant par l'éventail des organisations représentées que par la chaleureuse ambiance de solidarité qui y a régné. A l'heure de la mondialisation libérale et de la crise financière est-asiatique, en Orient aussi, le besoin d'un renouveau internationaliste se manifeste avec force.

Discussions de fond sur la crise économique en Asie orientale ou la condition féminine dans la région, échanges politiques entre des organisations d'origines fort diverses, intenses moments de solidarité envers les militants indonésiens victimes d'une très dure répression ou à l'égard des dockers australiens frappés de licenciement collectif, appel des Aborigènes du continent pour que leurs droits soient pleinement reconnus, soirées culturelles animées par des communautés en lutte pour leur autodétermination de Timor-Est aux colonies françaises de Polynésie...

Sous toutes ses facettes, la Conférence de solidarité Asie-Pacifique a été marquée du sceau de l'internationalisme. Plus de 750 personnes ont participé à ses travaux dont, fait notable qui a beaucoup contribué au dynamisme militant de ces journées, beaucoup de jeunes australiens venus de diverses villes du pays pour rencontrer les 67 représentants étrangers.

Un certain nombre d'organisations américaines et européennes étaient représentées. C'était le cas, pour les Amériques, du FSLN (Nicaragua) et de Solidarity (États-Unis) ou, pour les Européens, de la Gauche unie (État espagnol), du PDS (Allemagne), du Parti de la

liberté et de la solidarité (Turquie), de la Ligue communiste révolutionnaire (France) et de la Quatrième Internationale, du Comité pour une internationale ouvrière (Grande Bretagne, Autriche).

Mais cette conférence, organisée à l'initiative du Parti socialiste démocratique (DSP) australien, était avant tout l'occasion d'une rencontre rare entre des partis politiques révolutionnaires ou progressistes, des mouvements indépendantistes, démocratiques et féministes, des syndicats, coalitions populaires et personnalités de la région Asie-Pacifique.

Multiplicité des combats

L'arc géographique des pays représentés à Sydney était largement ouvert, allant du Pacifique Nord (avec notamment, pour l'archipel nippon, le Parti communiste japonais) au Pacifique Sud (avec en particulier, de Nouvelle-Zélande, un député, Matt Robson, porte-parole pour les Affaires étrangères de l'Alliance parlementaire) ; allant encore de l'Asie du Sud-Est au sous-continent indien... Les travaux de la conférence ont ainsi mis en lumière la grande variété des luttes populaires actuellement engagées dans la région ; des luttes, certaines anciennes, d'autres nouvelles, qui éclairent une conjoncture historique particulière où le combat démocratique contre les régimes dictatoriaux d'hier n'est pas encore terminé que déjà s'étend la résistance aux effets destruc-

teurs de la mondialisation libérale en cours.

En effet, en Asie orientale, alors que l'effondrement financier est-asiatique débouche sur une succession de désastres sociaux, le relativement récent processus régional de "démocratisation" est loin d'être achevé. Le régime Marcos a été renversé en 1986 aux Philippines mais, dans l'archipel voisin, ce n'est qu'aujourd'hui que le pouvoir de Suharto entre en crise ouverte. La traditionnelle emprise politique de l'armée a été progressivement érodée en Thaïlande mais, par-delà la frontière, la Birmanie vit toujours sous dictature. Une puissance du Nord, la France, n'a toujours pas reconnu l'indépendance de ses anciennes colonies de Polynésie, des régimes du Sud imposent une sanglante occupation militaire à un ensemble de populations, du Sri Lanka (les Tamouls) aux confins birmanes et indonésiens. La répression politique interne, comme à l'encontre du Front démocratique des étudiants birmanes, va ainsi de pair avec l'écrasement du droit à l'autodétermination, comme pour les Karens, représentés à la conférence par leurs organisations en Australie.

Le combat pour les libertés politiques élémentaires et le droit à l'autodétermina-



* Pierre Rousset est journaliste à *Rouge*. Il a notamment publié *Le parti communiste vietnamien*, Maspéro, Paris 1975 et *Communisme et nationalisme en Viêt-nam*, Bourgois, Paris 1978.

Région Asie-Pacifique

tion garde ainsi toute son actualité dans la région Asie-Pacifique. La domination française et les conséquences durables de sa politique nucléaire en Polynésie ont été vigoureusement mises en accusation par Tamara Bopp Du-Pont, membre de l'Assemblée territoriale à Tahiti, et les autres représentantes du mouvement indépendantiste Tavini Huiraatira. Les



Yoong Young-mo, KCTU, Corée du Sud

Aborigènes d'Australie et les Maoris de Nouvelle-Zélande ont rappelé la profondeur de l'oppression qu'ils ont subie, et continuent encore à subir, suite à la colonisation de leurs pays. Les représentants des îles du Pacifique sud-ouest (Bougainville, Aceh,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Papouasie occidentale, Timor oriental...) ont violemment condamné le régime de Djakarta pour les crimes commis contre les peuples de l'archipel grâce, de fait, à l'appui du monde occidental. Pour affirmer leur solidarité dans le très difficile combat qu'ils mènent contre la dictature Suharto, les porte-parole du Parti démocratique du peuple (PRD) d'Indonésie et du Fretilin timorais sont intervenus ensemble à Sydney, créant l'un des moments les plus forts de la conférence.

La situation en Corée du Sud illustre de façon particulièrement aiguë le chevauchement historique d'un combat antidictatorial vieux de plusieurs décennies et d'une exigence populaire, présente et pressante : la résistance à la politique néolibérale imposée par le Fonds monétaire international (FMI) et dont les conséquences s'avèrent proprement dramatiques à la suite de la crise dite financière de 1997. L'élection à la présidence de Kim Dae-jung, figure traditionnelle de l'opposition démocratique, a bénéficié d'une forte charge symbolique, exprimant un nouveau pas en avant dans le démantèlement de l'ancien régime militaire et de son héritage institutionnel. Mais, bon gré mal gré, le nouveau président met en œuvre les réformes exigées par le FMI, entérinant le licenciement de centaines de milliers de travailleurs sans protection sociale et une pénétration croissante des intérêts nippo-occidentaux dans les secteurs économiques vitaux du pays.

Comment et à quels rythmes répondre à une telle situation ? Fallait-il appeler immédiatement à la grève générale contre la politique du FMI, ou bien les rapports

de forces politiques ne le permettaient-ils pas encore, au lendemain de l'accession de Kim Dae-jung à la présidence ? Ce débat a traversé la militante Confédération des syndicats coréens (KCTU) qui a vu, par deux fois, en février puis en mars, sa direction renouvelée. A Sydney, Yoong Young-mo, secrétaire international de la confédération, a relevé la complexité de la situation, la nouveauté des tâches d'organisation auxquelles la KCTU est aujourd'hui confrontée, ainsi que le problème posé par la question de l'unification syndicale avec la Fédération coréenne des syndicats (FKTU), traditionnellement pro-gouvernementale. La KCTU envisage aussi de favoriser la naissance d'un nouveau parti politique à même de défendre les travailleurs, un projet partagé, entre autres, par l'Alliance nationale pour la démocratie et la réunification en Corée (NADRK) et l'Alliance pour une politique progressiste (APP), mais qui ne devrait pas aboutir avant quelques années.

La conférence de Sydney a aussi accordé beaucoup d'importance à l'évolution contrastée de la condition féminine dans la région Asie-Pacifique et à l'expérience comparée des mouvements ; en séance plénière (avec la question récurrente des rapports entre libération des femmes, combats démocratiques et luttes sociales), mais aussi à l'occasion de plusieurs ateliers sur les Philippines, le commerce des femmes (à partir, notamment, du travail d'une association cambodgienne) ou les droits reproductifs. Décision a été prise, à l'occasion de la conférence, d'établir un réseau régional permanent entre les diverses organisations féministes présentes, et d'autres encore : Asia Pacific Women's Solidarity Network (le Réseau de solidarité Asie-Pacifique des femmes).

Rencontres solidaires

S'il est une formule qui permet de caractériser la conférence de Sydney, c'est bien celle de "rencontres solidaires". Dans



De gauche à droite : Shoaib Akber (LP, Pakistan), Sunil Ratnapriya (NSSP, Sri Lanka), Jayatna Rongpi, PCI-ml, Inde)



Mari Alkatiri, Fretilin, Timor oriental

leurs situations, histoires, cultures, langues, structures sociales et régimes politiques, la diversité des pays présents était très grande, allant des îles du

Pacifique à ce géant qu'est l'Inde, ou d'un État qui n'a jamais été colonisé - la Thaïlande - à l'archipel philippin dont la conquête par l'Espagne remonte au XVI^e siècle. Mais cette diversité, plus grande encore probablement que dans tout autre partie du monde, n'a pas nui à la qualité des échanges.

Si certain(e)s représentant(e)s d'organisations s'étaient déjà côtoyé(e)s à diverses occasions (pour les mouvements féministes, par exemple, à Nairobi ou Pékin), d'autres se rencontraient pour la première fois. Ce fut, singulièrement, le cas pour les trois partis venus du sous-continent indien et appartenant à trois courants politiques différents. Le Parti communiste d'Inde-ML (Libération), qui annonce 65 000 membres, issu de la tradition maoïste-naxalite, avait envoyé l'un de ses dirigeants et l'un de ses députés, Jayanta Rongpi. Le Parti travailliste pakistanais, dont le président est Mohammed Shoaib Akber, appartient au Comité pour une internationale ouvrière (animé par l'organisation britannique Socialist Party, ex-*Militant Tendency*). Le Nouveau Parti socialiste de Sri Lanka (NSSP), représenté par le responsable du travail international Sunil Ratnapriya, est la section ceylanaise de la Quatrième Internationale. Ces trois délégations ont décidé de préparer une nouvelle conférence, pour l'Asie du Sud cette fois, offrant ainsi une intéressante illustration de la dynamique solidaire initiée à Sydney.

On peut dire que, politiquement, l'Asie du Sud-Est fut au cœur des journées de Sydney. Par le nombre de délégations d'abord, avec 7 pays représentés sous diverses formes (l'Assemblée des pauvres de Thaïlande, l'Agence de développement des femmes cambodgiennes, le Parti du peuple malaysien, les mouvements de libération comme le Fretilin, etc.). Par la nature des questions politiques posées aux forces progressistes (vu, notamment, la crise du PC philippin, qui fut longtemps l'organisation révolutionnaire "phare" dans les pays de l'ASEAN). Par l'acuité du combat engagé en Indonésie et l'urgence

de la solidarité, enfin.

La crise indonésienne

La crise du régime Suharto est aujourd'hui grande ouverte, même si son issue à court terme reste difficile à prévoir. Elle manifeste l'usure d'une dictature familiale vieille de 32 ans. Mais elle éclate à l'heure de la mondialisation libérale, dans la foulée de l'effondrement financier est-asiatique. Voilà qui place toutes les composantes de la bourgeoisie (indonésienne et internationale) devant des contradictions bien difficiles à gérer. Seule la croissance économique avait assuré un semblant de légitimité et une base sociale à un pouvoir construit sur les massacres de 1965-1966 ; avec la récession, il perd les deux.

Exigeant l'arrêt des subventions aux biens de première nécessité, alors même que le chômage s'étend, le FMI a imposé une brutale hausse des prix et a mis le feu aux poudres. Pour s'attaquer aux monopoles politico-industriels de la famille Suharto et rechercher l'appui occidental, l'opposition modérée, socialement fragmentée, devrait relayer les pressions du FMI ; mais elle s'interdirait ce faisant de prendre la tête d'un mouvement de masse dynamique (car elle devrait entériner des mesures d'austérité brutale), démocratique et national (car ce sont des intérêts nippo-américains qui achèteront demain pour une bouchée de pain des pans de l'économie). Quant aux forces d'opposition révolutionnaires ou populaires, malgré le courageux travail d'organisation poursuivi depuis quelques années par le jeune PRD, elles restent encore faibles.

Le nouveau carcan néolibéral imposé aux pays de la région par la politique de mondialisation rend ainsi aléatoire une sortie de la crise indonésienne analogue à ce qui s'était passé aux Philippines en 1986. La situation risque de pourrir, avec des effets déstabilisants dans toute la région vu la place économique et géopolitique qu'occupe l'archipel. Dans ces conditions, la répression va se poursuivre à l'encontre, tout particulièrement, du PRD, clandestin, dont plusieurs cadres ont été capturés en mars et, on le craint, torturés. L'un d'entre eux avait récemment effectué une tournée en Australie, pour renforcer la solidarité. Par le biais d'une cassette vidéo qui avait été alors enregis-

trée, il s'est adressé à la conférence, et ce fut un autre moment très fort des journées de Sydney. La solidarité envers les militants indonésiens s'impose aujourd'hui à nous tous comme l'une des principales urgences.

La conférence de Sydney fut encore l'occasion pour les Philippins de manifester, dans une arène internationale, leur volonté d'unité. La crise du Parti communiste des Philippines (PCP) est devenue aiguë au début des années 90. Elle s'est notamment manifestée par une succession de scissions, un processus de fragmentation qui n'est toujours pas terminé : il y a peu, l'aile "conservatrice" de ce parti, identifiée à José Maria Sison, s'est divisée en deux dans le Centre-Luzon ; de même, dans l'organisation issue de la "dissidence" régionale de Manille-Quezon City, les éléments clandestins ont rompu avec la direction centrale. Mais, heureusement, des réseaux unitaires continuent de se former dans l'archipel aussi rapidement que les divisions se propagent !

Ainsi, deux coalitions ont participé aux travaux de la conférence : la fédération national-démocratique Sanlakas et le Parti populaire Akbayan, opérant spécifiquement sur le terrain électoral. Si l'on excepte le PCP "maintenu", elles représentent actuellement, ensemble, la majorité des composantes de la gauche radicale des Philippines, qu'elles soient issues de la crise du PC maoïste ou qu'elles proviennent d'autres traditions, comme Bisig. Elles ont su, à Sydney, animer en bonne entente les débats sur les ombres et lumières de leurs expériences. En soulignant un problème qui prend valeur d'avertissement : à l'heure de la mondialisation libérale, quand les forces de la gauche radicale reculent, l'espace politique ainsi libéré est rapidement occupé par des mouvements plus ou moins religieux, à forte capacité de manipulation populaire.

Perspectives

A l'issue de la conférence, divers appels ont été lancés. En défense des dockers australiens collectivement licenciés en vue de briser les reins à un secteur syndical combatif (les participants à la conférence ont d'ailleurs manifesté matinalement, sur le port, leur solidarité en se rendant de piquets de grève en piquets de

grève ; et les délégués indonésiens, philippins ou néo-zélandais ont pu délivrer leurs messages de soutien de vive voix). En défense, toujours, du combat mené en Indonésie comme à Timor oriental, et du droit à l'autodétermination bafoué au Sri Lanka, en Birmanie, en Polynésie...

La conférence de Sydney veut assurer pérennité et permanence des liens tissés à l'occasion de sa tenue. Elle se donne en particulier pour objectif la préparation d'une seconde conférence Asie-Pacifique analogue dans ses objectifs à celle qui vient de se dérouler.

Les réunions intergouvernementales et onusiennes sont traditionnellement, en Asie comme ailleurs, l'occasion de nombreuses initiatives visant à faire entendre, face aux gouvernants, les voix de celles et ceux d'en bas ; mais leurs ordres du jour et leurs compositions restent largement dictés par un agenda imposé d'en haut, celui de la conférence "officielle". Au Japon, notamment, à l'initiative de Parc-Ampo, une succession de rencontres ont été organisées ces dernières années afin d'élaborer des éléments d'alternative populaire au projet néolibéral dominant, mais elles ont laissé peu de place à la représentation en tant que tels des partis politiques radicaux, alors même que l'évolution des organisations non gouvernementales devient, dans l'ensemble, problématique : le risque de voir nombre d'ONG intégrées de fait au système (qu'elles critiquent pourtant) a, précisément, fait l'objet de discussions à Sydney. Par ailleurs, dans les années 70, la section japonaise de la Quatrième Internationale (la JRCL) avait pour la première fois initié des "conférences de la jeunesse asiatique", politiques et unitaires ; mais le contexte international a beaucoup changé depuis et l'éventail des organisations alors représentées était qualitativement moins ouvert qu'à Sydney.

Ainsi, au vu du contexte international de mondialisation libérale, par l'éventail géographique et politique représenté et par la participation active de nombreux partis politiques, au côté de coalitions, fronts et associations, la Conférence de solidarité Asie-Pacifique a exprimé un véritable renouveau internationaliste, bien prometteur. ■



Powes Parkop, Melsol, Papouasie-Nouvelle Guinée



Kimitoshi Morihara, PC, Japon

Dix jours qui ... ébranlèrent (un peu) le Danemark

par
Jørgen Arbo-Bæhr

Dix jours d'une grève de cinq cent mille salariés du secteur privé pour la sixième semaine de congés payés : voilà un éclairage inhabituel du système de concertation sociale danois, fruit de la collaboration de classe organisée, construite pendant cent ans par la social-démocratie et les syndicats (1).

Avec 75-80% de travailleurs organisés, la Confédération danoise des syndicats (LO) a assez de forces pour assurer les conditions de salaire et de travail de la plupart des travailleurs au travers des accords nationaux avec les organisations patronales. Cela conduit à limiter les grèves à la courte période qui, tous les deux ans, précède la renégociation des conventions collectives sectorielles. Car les syndicats n'ont pas le droit de soutenir les grèves remettant en cause les accords passés.

La direction syndicale essaye d'éviter le conflit à tout prix. Depuis la grève générale de 1985, elle a réussi à conduire les négociations de manière à éviter le conflit et à obtenir de la base syndicale un vote en faveur des accords passés. Cela est partiellement l'effet de la pacification de la classe ouvrière après 1985, sous la pression de la montée du chômage dans la décennie qui a suivi.

Après treize années de "paix sociale", cette grève sortait donc de l'habitude. Cela d'autant plus qu'elle a commencé après que les travailleurs se sont prononcés contre le projet de la convention collective approuvé par les dirigeants syndicaux, ce qui n'est pas arrivé depuis 1956.

Le recul du chômage depuis 1994 a accru la confiance en soi des travailleurs et a ravivé leur volonté de lutte. Au travers des campagnes en faveur de la redistribution du travail par la réduction du temps de travail et le prolongement des vacances, une prise de conscience de l'importance des revendications communes a eu lieu. Un nombre croissant de tra-



vailleurs voit dans de telles revendications un facteur d'unification des intérêts des travailleurs et des chômeurs. Enfin les entreprises ont réalisé des profits spectaculaires durant ces dernières années. En 1997 les plus grandes entreprises ont distribué des dividendes de 18% du capital souscrit. Et la valeur des actions cotées en bourse est passée en un an de 500 billions de couronnes danoises à 776 billions (2), une augmentation qui équivaut aux revenus de tous les travailleurs de l'industrie, des transports, du commerce et de la construction en 1997.

La campagne en faveur du "non"

Durant les mois précédents le vote de la convention collective, la campagne en faveur du rejet du projet ne fut pas plus large qu'au cours des années précédentes. Elle était organisée par l'aile gauche du mouvement syndical regroupée par les quelque 30-40 unions locales qui coordonnent traditionnellement l'opposition face aux dirigeants syndicaux. Cette campagne était dominée par des militants du Syndicat général des travailleurs (SiD), du Syndicat de l'industrie du bois et de la construction (TIB) et le Syndicat des métallurgistes (Metal). Le TIB (55 000 membres) fait partie des organisations qui approuvent traditionnellement les conventions collectives. Mais le basculement dans l'opposition de cette fédération était contrebalancé par le fait que deux autres orga-

nisations habituellement oppositionnelles — le Syndicat de l'imprimerie (GF), qui compte 25 000 membres, et le syndicat des travailleurs des brasseries et de la restauration (RBF), qui en compte 30 000 — se sont cette fois rangées en faveur de l'accord.

La campagne fut menée par les représentants des unions locales plus que par les délégués des grandes entreprises, contrairement aux campagnes passées. Cela reflète l'influence durable des militants issus de la tradition du vieux parti communiste danois (DKP) dans le mouvement syndical. Bien que le DKP ait disparu (3), ses anciens membres constituent toujours dans le mouvement syndical le courant le plus important à la gauche de la social-démocratie.

Avec, parmi ses 10 représentants, 9 hommes ayant atteint la cinquantaine, la campagne en faveur du "non" avait un air

1. Le syndicalisme danois n'est pas divisé en plusieurs confédérations, la structure confédérale de LO permettant une diversité de points de vue entre syndicats et fédérations.

2. Soit une hausse de plus de 55% ou de près de 243 billions de francs français (1 DKr = 0,88 FF = 5,48 BEF = 4,60 CHF).

3. Certains de ses militants se retrouvent au sein du Parti communiste du Danemark qui reste indépendant, d'autres ont rejoint l'Alliance rouge-verte, d'autres encore n'ont plus d'appartenance politique. L'ancien DKP, bien qu'affaibli en 1956 par une scission ("eurocommuniste" avant l'heure qui forma le Parti socialiste populaire) avait longtemps structuré l'opposition syndicale au Danemark.

très "traditionnel".

Le rejet final de la convention par une majorité des travailleurs, même dans les secteurs de l'industrie et des transports, où la gauche est faible, témoigne du fossé en train d'apparaître entre les dirigeants des plus grandes fédérations et leur base. Les présidents du Syndicat des femmes travailleuses (KAD, 53 000 membres), de celui des métallurgistes (123 000 membres) et de celui des ouvriers non qualifiés (SiD, 208 000 membres) se sont totalement engagés en faveur du "oui". Près de 60% des membres de leurs syndicats ont voté "non"!

En fait le vote reflète plus un ras-le-bol des bases syndicales qu'un renforcement de l'opposition de gauche au sein du mouvement ouvrier.

Le niveau de la lutte de classes au Danemark

L'ampleur de la grève ne doit pas être exagérée ; elle témoigne du niveau de la lutte de classes au Danemark. Seuls 500 000 des quelque 2 500 000 travailleurs y ont pris part. Si l'industrie, les transports et le bâtiment furent touchés, le commerce et le secteur public sont restés en dehors du conflit. Alors que la grève a durement touché les profits des employeurs, elle n'a pas paralysé la vie quotidienne de la population : les transports en commun ont fonctionné, les magasins sont restés ouverts, etc. Cette limitation de la grève faisait partie du choix délibéré visant à garantir le large soutien populaire. Mais "l'invisibilité" de la grève a rendu plus difficile la mobilisation des grévistes et leur activité, qui aurait pu permettre d'exercer une plus grande pression sur les employeurs et de rendre plus difficile l'intervention du gouvernement. Seuls quelques syndicats parvinrent à impliquer activement une majorité de leurs membres dans la conduite de la grève.

Le noyau de la direction du mouvement gréviste fut constitué par la coordination de la campagne du "non", mais lorsque la grève a démarré, le 27 avril, les dirigeants syndicaux sociaux-démocrates — dont bon nombre avaient appelé à soutenir l'accord rejeté — tentèrent de reprendre leur place. Ils déclarèrent res-

pecter le droit démocratique des membres de rejeter l'accord et vouloir travailler pour un meilleur résultat. Ils parvinrent à reprendre l'initiative avant tout parce que, en particulier en dehors de Copenhague, il n'y avait pas d'alternative réelle. Mais ils bénéficièrent aussi du soutien des dirigeants de la campagne en faveur du "non" issus de la tradition du DKP, favorables à une alliance avec les sociaux-démocrates. En fait la direction gréviste fut dans les mains du groupe de coordination auto-désigné à Copenhague et, en province, dans celle des directions locales de LO. A aucun moment il n'y eut de l'espace dans la direction du mouvement pour les délégués syndicaux des grandes entreprises.

Cela affecta les initiatives centrales durant la grève. Avant l'intervention gouvernementale du 6 mai, deux journées d'action furent organisées avec des manifestations dans les grandes villes. Les prises de parole durant les rassemblements du 28 avril et du 5 mai furent dominées par les représentants de LO et des fédérations qui s'étaient engagés en faveur de l'accord. A Copenhague la pers-



pective centrale du groupe de coordination fut de maintenir la coopération organisationnelle et politique entre la direction social-démocrate et les dirigeants des syndicats progressistes.

La formulation des revendications grévistes reflétait également cette situation. Alors que la grève avait démarré pour une sixième semaine de congés payés annuels, les dirigeants syndicaux annoncèrent que la priorité était de "commencer" la sixième semaine et le groupe de coordination maintint l'ambiguïté entre les deux formulations.

Néanmoins la grève a permis à nombre de participants d'acquérir l'expé-

rience de l'emploi de la force du syndicalisme dans le secteur privé. Dans les secteurs où le mouvement syndical était faible, où beaucoup de salariés n'étaient pas syndiqués et où les conditions de l'emploi étaient souvent en deçà des conventions collectives, la grève a permis une avancée. Dans ces secteurs, les piquets furent organisés durant la grève et nombre d'employeurs furent contraints de signer l'engagement d'employer seulement les salariés syndiqués à partir de maintenant. Ces actions permirent également le développement d'une nouvelle couche de jeunes militants syndicaux. Beaucoup de jeunes salariés virent pour la première fois que le syndicat peut être un moyen pour obtenir une amélioration de leur sort et pour organiser leur lutte. Cela pourra permettre la relève des dirigeants syndicaux issus des grandes grèves de 1973 et 1985, dont bon nombre se sont installés dans des emplois bien payés de la hiérarchie syndicale.

Le gouvernement contre les grévistes

Le 6 mai, le gouvernement présenta un projet de loi pour mettre fin au conflit (la législation danoise interdit les grèves contre une loi). La loi ne prévoit que deux jours de vacances supplémentaires et deux "journées familiales" pour les parents d'enfants de moins de 14 ans (et une autre "journée familiale" à partir de 1999). En même temps les cotisations patronales pour la retraite sont partiellement réduites et les employeurs ont été exemptés du paiement de la "taxe-maladie". Cependant :

- le paiement des jours de congés supplémentaires est inférieur au salaire ordinaire ;

- les "journées familiales" sont payées au minimum, ce qui équivaut au montant de l'allocation de chômage ;

- nombre de grévistes ne sont pas concernés par les "journées familiales" ;

- de larges secteurs (par exemple les travailleurs du bâtiment et de l'hôtellerie-restauration) ne bénéficieront pas des vacances supplémentaires, car étant employés saisonniers ils ne peuvent satisfaire aux conditions qui en restreignent l'usage (9 mois de présence dans l'entreprise pour bénéficier de la journée supplémentaire de congés payés et 6 mois pour les "journées familiales").

En d'autres termes une grande partie

Danemark

des grévistes ne bénéficiera que partiellement des "améliorations" légales et certains d'entre eux n'en bénéficieront pas du tout. En même temps les employeurs ne déboursent pas plus que ce qu'ils envisageaient dans le cadre du projet de la convention collective rejeté par les salariés. Le conflit avait démarré avec deux revendications centrales : six semaines de congés payés et une redistribution des profits exceptionnels des entreprises. L'intervention du gouvernement donne sur ces deux points raison à l'intransigeance du patronat.

Le vote de la loi par le parlement fut rendu possible par un accord passé entre le gouvernement social-démocrate minoritaire et les partis bourgeois. Deux partis parlementaires seulement se sont opposés à cette loi : l'Alliance rouge-verte et le Parti socialiste populaire (SF). Ces deux partis avaient obtenu ensemble 10% des voix lors des élections législatives de mars 1998 (4). Ajoutant à la confusion, les représentants du SF avaient laissé entendre qu'ils seraient prêts à voter une loi "socialement acceptable" pour mettre fin à la grève, ouvrant la voie à une légitimation des interventions de l'État contre le droit de grève et des discours sur le "réalisme" économique.

L'intervention du gouvernement fut critiqué à tous les niveaux du mouvement ouvrier. Les dirigeants des fédérations syndicales ont accusé le gouvernement social-démocrate d'agir au profit du patronat. Ils ont souligné qu'ils s'agissait là d'une remise en cause des droits syndicaux et ont critiqué la substance de la loi qu'ils qualifièrent de "scandaleuse" et "honteuse".

Près de mille délégués d'usines se sont réunis à Copenhague le 7 mai, au lendemain du vote du parlement rendant la grève illégale. L'atmosphère de la réunion était agitée, mais si la plupart des intervenants ont condamné le gouvernement, très peu représentaient des entreprises prêtes à continuer la grève en dépit de la nouvelle législation. Le groupe de coordination ne voulait pas initier de nouvelles actions, mais les représentants de deux des syndicats de Copenhague, les plus grands et des plus engagés dans la grève, tentèrent de proposer une journée de manifestations pour le 11 mai. En l'absence d'une perspective permettant de continuer le mouvement, cette proposition fut facilement évacuée par le groupe de coordination.

L'absence de projets permettant de poursuivre la lutte collective contre le gouvernement et sa loi caractérise la situation



actuelle. Pour autant ce n'est pas le sentiment de défaite qui domine.

La grève a fait germer les graines pour la reconstruction d'une gauche dans les syndicats. Premièrement, les négociations prévues dans de nombreux endroits à l'échelle des entreprises seront menées avec la conviction que « nous devons reprendre ce que le gouvernement a donné aux patrons ». Les revendications concernant les salaires et les congés pourront resurgir ainsi dans une perspective collective. Deuxièmement, les fondements permettant de créer des coordinations locales des délégués, représentant de grandes usines et des syndicats progressistes, existent aujourd'hui, ce qui autorise la perspective de coordonner le soutien aux grévistes et de mieux préparer les nouvelles luttes à l'occasion du renouvellement des conventions collectives. Troisièmement, les négociations sur les conventions collectives de 1999, qui concerneront en particulier le secteur public et l'industrie agricole, vont s'ouvrir dans un climat marqué par les revendications toujours actuelles de la grève de mai 1998. Enfin les conditions existent pour élargir la lutte à d'autres secteurs, notamment au travers des liens qui se sont créés lors des piquets de grève et d'autres actions offensives pendant la grève.

Les dix jours de grève ont marqué les conditions de la lutte de classes au Danemark. Alors que les grandes grèves de 1985 ont mis fin à une décennie de montée de luttes sociales, la grève de 1998 peut être vue comme le début d'une nouvelle montée. La gauche syndicale commence seulement à construire une opposition à la pratique social-démocrate de collaboration de classes et l'environnement socio-économique est aujourd'hui plus favorable aux travailleurs qu'il ne l'était en 1985. ■

4. cf. *Inprecor* n° 423 d'avril 1998.

La loi contre la grève : l'establishment danois a peur de perdre

par Søren Søndergård*

Lorsque le gouvernement minoritaire danois dirigé par le Premier ministre social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen a proposé au parlement d'intervenir dans le conflit, il expliquait qu'une telle immixtion est nécessaire, car le chaos menace la société danoise.

C'était faux. Mais les employeurs étaient fortement touchés par la grève. Même certaines grandes entreprises étrangères, par exemple l'usine automobile suédoise SAAB, ont dû arrêter la production à cause de la grève danoise. En même temps la grève gagnait un soutien croissant au sein de la population pour leur revendication de six semaines de congés payés. Le patronat perdait — à la fois économiquement et politiquement.

C'est alors que le gouvernement à direction social-démocrate a négocié avec les grands partis bourgeois (les libéraux et les conservateurs) et a trouvé une majorité au parlement pour une loi qui arrête la grève.

L'intervention du gouvernement respectait le cadre économique approuvé par le patronat. Mais avec l'aide des réductions des taxes patronales et de leur contribution aux retraites, le gouvernement a réussi jusqu'à un certain point à répondre à la demande des travailleurs d'un prolongement des vacances.

Parmi les grévistes, l'intervention gouvernementale a provoqué un grand mécontentement. Mais il n'y eut pas de grève unitaire contre l'intervention gouvernementale. En partie parce que certains pensaient avoir obtenu quelque chose par la grève. Mais surtout parce qu'il n'y a pas actuellement de direction crédible en vue d'une lutte unitaire pour un meilleur résultat.

Mais même s'il semble que la lutte est pour le moment arrêtée, elle aura de grandes conséquences pour l'avenir. La revendication de six semaines de congés payés est devenue très populaire et sera au centre des négociations du secteur public l'an prochain. Et aussi une nouvelle génération est entrée en activité et dans le travail syndical, une génération qui peut renforcer la gauche syndicale.

* Søren Søndergård, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (SAP), section danoise de la Quatrième internationale, est député de l'Alliance rouge-verte au parlement danois.

L'euro est là... et maintenant ?



par
François Vercammen

L'Union européenne (UE) vient de décider, à son sommet de Bruxelles des 2-3 mai 1998, une des plus importantes réformes monétaires de ce siècle. Dans sa forme concrète, l'union monétaire entre de grands pays capitalistes n'a pas de précédent. Cette Union monétaire (UM), qui fera désormais partie de la Constitution de l'UE (les traités de Rome, Maastricht, Amsterdam, Bruxelles), entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1999. Elle affectera directement le fonctionnement des économies. Les citoyens et citoyennes n'auront l'euro en mains (billets et pièces) qu'à partir du 1^{er} janvier 2002. L'opération peut-elle réussir ? Et si oui, sous quelles conditions ? A part les propagandistes zélés de l'UE, les commentateurs avertis de tout bord soulignent les difficultés et les incertitudes du projet que certains appellent une « véritable aventure ». Du lancement à sa stabilisation, il y aura du chemin, et il sera ardu, à tout point de vue.

Risquée ou pas, l'UM est une importante victoire du grand capital européen. Elle ouvre la voie à un recul dramatique

des conditions d'existence des masses populaires et à une régression historique de la démocratie politique. Cela ne se fera pas sans contradictions, ni sans batailles. Il importe que le mouvement ouvrier et social prenne clairement conscience des changements qui se préparent, pour repenser stratégie et programme.

Une grande victoire de la bourgeoisie

Ce saut dans l'inconnu, réussi dans l'immédiat, a créé parmi les "décideurs" une ambiance mélangée de perplexité et d'arrogance, d'euphorie et d'anxiété. Il n'y a que les cercles bruxellois qui affectent l'air blasé des gens qui « *l'avaient toujours dit* »... Pourtant, il y a quelques mois encore, on ne donnait pas cher pour le respect de la date de lancement officiel de l'euro (le fameux dilemme entre respecter des critères de convergence ou respecter la date butoir). Il est certain que le sommet du Bruxelles s'est tenu dans « *des conditions inespérées pour la mise en place* » de l'UM (1).

Chance ou pas, le résultat est là. La volonté du grand capital a prévalu. L'UM

est lancée.

Elle va tout de suite bouleverser le cadre institutionnel de l'UE. Et introduire, en cascade, une série de transformations qui vont apparaître, au fur et à mesure, et à des rythmes différents.

Dans l'immédiat, l'euro, en supprimant les monnaies nationales dans "l'Euroland" (les 11 membres de l'UM), réduira nettement le coût des transactions monétaires, ainsi que les incertitudes qui y étaient liées (favorisant un euro fort et des taux d'intérêt bas) ; il créera la transparence des prix, favorisant les échanges des services et des marchandises, donc la consommation. La Commission, qui est très douée en prévisions alléchantes, a calculé que cela ferait un gain "mécanique" de 0,5% du PIB des pays participants.

Le marché unifié des obligations d'État (c'est-à-dire la dette publique globale des pays membres de l'UE), désormais libellées en euros, représentera 2 trillions de dollars (2) ; il pourrait attirer « *instantanément une masse de 500 milliards à 1 trillion de dollars* », qui se transformeraient en euros (3) (avec tout son impact sur la valeur boursière de l'euro). La bourse des actions, de son côté, pourra quadrupler, et monter jusqu'à 800 milliards de dollars. De surcroît, ce marché entièrement libéré deviendra beaucoup plus "liquide" (apports accrus et circulation plus rapide des capitaux). L'avantage sera exclusivement pour les grandes entreprises, creusant encore l'écart entre celles qui s'approvisionnent en capital à la bourse, et les entreprises moyennes et petites obligées à s'endetter auprès des banques. Cela pousserait au développement du "modèle



1. Véronique Riches (économiste, Société générale, Paris), *Le Monde de l'économie*, 14 avril 1998.

2. 1 dollar = 1,8 DEM = 5,9 FF = 36,2 BEF = 1,98 NLG = 1,2 ECU (qui annonce la valeur de l'euro).

3. Étude de F. Bergsten, cité dans *A Survey of EMU*, 11 avril 1998.

Union Européenne

anglo-saxon" de la grande entreprise. Et aiderait puissamment à la formation de ce que certains appellent une « super-ligue » européenne d'environ 300 multinationales (4). On mesurera l'effet qu'aura cette course accélérée à la productivité et la compétitivité avec ses conséquences sociales. Le mouvement des "méga-fusions" transfrontalières (avec comme centre de gravité actuel, le secteur des banques et des assurances) s'amplifiera encore.

L'aspect politique à signaler, c'est que ce mouvement de concentration qui traverse l'UE provoque un nouvel affaiblissement de l'emprise des États nationaux sur certains secteurs économiques ou entreprises qui constituent leur base matérielle "naturelle" (finances, énergie, communication, industrie militaire). Les effets sur des conditions de travail risquent d'être dévastateurs. Pour résumer : « Des

chocs économiques successifs vont bouleverser les fondements de l'Europe... Dans les cinq ans à venir, un travailleur sur cinq va changer d'emploi. » S'il en trouve un ! La perspective étant : « *A leaner corporate Europe* », qu'on pourrait traduire par une Europe faite d'entreprises allégées, avec un maximum de flexibilité (5).

Dans la compétition mondiale, l'UE s'affirmera comme une "nouvelle" superpuissance. Constituant la plus grande zone économique du monde, à même de rivaliser avec les États-Unis, elle suit ceux-ci à la trace. Elle les rejoint ou les dépasse pour ce qui concerne le produit intérieur brut, le commerce extérieur, le marché intérieur... L'euro pourrait damer le pion, à terme (10 ans?), au dollar comme monnaie de référence dominante dans le monde. Si la tendance générale ne souffre pas de doute, l'ampleur quantitatif et les rythmes sont l'objet d'une vaste discussion (6).

4. Lionel Barber, *The Birth of the Euro*, dans *Financial Times Survey*, 30 avril 1998.

5. The Euro, Special Report, *Business Week*, 27 avril 1998.

6. cf. Peter Praet, économiste en chef de la Générale de banque, Bruxelles, *Tendances*, 23 avril 1998. Entre parenthèse, la force économique de l'UE combinée à son degré d'indépendance vis-à-vis du marché mondial (les exportations des pays de l'UE comptent pour 11% dans la formation du PIB-UE) fournit un argument puissant pour plaider la cause d'une politique alternative rompant avec le néolibéralisme...



Une percée de l'État supranational

Le deuxième élément de victoire, c'est la véritable percée vers un appareil d'État supranational. Cela nous amène à revenir

sur un jugement traditionnel du marxisme révolutionnaire avancé tout au long de ce siècle, selon lequel les (grands) pays impérialistes seraient incapables de constituer un État supranational tant par des méthodes pacifiques (cf. toutes les tentatives dans ce sens depuis la première guerre mondiale), que par la guerre (la tentative du capital allemand sous Hitler).

La configuration institutionnelle autour de l'euro constitue un noyau qui résulte d'un transfert de souveraineté nationale. Et s'agissant de la monnaie, elle est propulsée par une dynamique intrinsèque qui tend à créer les conditions d'efficacité qui manquent ou qui sont insuffisantes. Tout le pouvoir exécutif de l'UE (la Banque centrale européenne [BCE] et la Commission, le Conseil des ministres, dont bien sûr l'Ecofin) sera revigoré : "obligé" de diriger et de s'élever.

Plate-forme revendicative européenne

350 personnes venues de partout en Europe se sont réunies les 18 et 19 avril 1998 à Bruxelles aux Deuxièmes Assises européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, organisées par le Réseau des marches européennes. Les Assises ont été conclues par un appel pour de nouvelles marches européennes contre le chômage et contre l'exclusion en 1999, année d'entrée en vigueur de l'euro, et pour une grande manifestation européenne le 6 juin 1999 à Cologne, où se tiendra le sommet européen sous présidence allemande. Une résolution fut adoptée que nous reproduisons ci-dessous.

A l'heure du démantèlement des protections sociales et des services publics, de la déréglementation, de la précarisation des statuts et des revenus, à l'heure d'une offensive libérale qui prend appui partout en Europe sur les Traités de Maastricht et d'Amsterdam, les luttes des chômeurs et des chômeuses se développent, et portent avec vigueur la revendication d'une redistribution des richesses. Ces luttes doivent être entendues par les décideurs économiques et politiques à tous les niveaux, y compris ceux de la Communauté européenne.

Voici quelques-unes des principales revendications immédiates que nous proposons aux chômeurs, précaires, salariés, citoyens d'Europe, revendications qui appellent, pour qu'elles se concrétisent, des luttes associant salariés et chômeurs, des luttes coordonnées, communes, et sans frontières :

● Pour un revenu permettant à tous et à toutes de vivre décemment, sans aucune discrimination d'âge, de sexe, d'origine, ou de tout autre type.

Alors que les richesses n'ont pas cessé de croître, des millions d'habitants en Europe vivent en dessous des seuils de pauvreté. Nous exigeons que chacun ait droit à un revenu garanti individuel qui soit à la mesure des richesses produites

dans la société.

● Pour une réduction massive des temps de travail, les 35 heures en Europe, vers les 32 et les 30 heures ailleurs, répondantes, sans perte de salaire, sans annualisation, sans flexibilité.

Pour être créatrice d'emplois, le travail doit s'appliquer à toutes les formes d'activités, avec l'application des directives traduisant et étendant les droits des travailleurs. Les efforts de forces auront arrachés.

● Pour la création massive d'emplois, écologiquement nécessaires, statuts garantis.

● Contre toutes les mesures de "retour à l'emploi" qui ne font que verser aux chômeurs des emplois précaires.

● Contre toutes les formes de discrimination des revenus, contre le temps de travail, contre les heures supplémentaires, et contre les heures de repos.

● Contre toutes les discriminations, l'égalité des femmes à l'emploi, la lutte contre les autres, par le développement de services sociaux, celles qui assurent la garde d'enfants, etc.

● Pour une harmonisation des législations existantes et des revendications nouvelles, droits les plus avantageux pour les travailleurs :

- Droit à la santé ;
- Droit au logement ;
- Droit à l'éducation, à la formation ;
- Droits des jeunes à l'emploi ;
- Droit au transport et à la mobilité ;
- Droit à l'énergie, à l'environnement ;

Les classes dominantes y gagneront un poste de commandement centralisé et autoritaire, loin du regard et de la pression de l'opinion publique et des classes subalternes. C'est une avancée considérable pour elles, qui sanctionne une politique mise en œuvre depuis plus de 10 ans : empêcher que ne se transfèrent, sur le plan des institutions européennes, les conquêtes sociales et démocratiques que le mouvement ouvrier européen avait imposées par plus de cent ans de luttes. Le mouvement inverse s'en trouvera aggravé : l'appareil d'État despotique façonnera les institutions politiques et sociales des pays membres, en vidant de son contenu la démocratie parlementaire et le système de lois sociales garanties par la force et le contrôle du mouvement ouvrier.



L'Union monétaire fonctionnera...?

La mise en œuvre de l'euro posera dès le départ la question pratique des taux d'intérêt de l'UM. C'est la BCE qui en décide souverainement, dans le cadre de sa tâche principale, la stabilité de la monnaie. La politique des taux d'intérêt influe directement sur la gestion des dettes

publiques nationales. Or, cette dette est très différente selon les pays, quant à son ampleur, sa composition et son environnement (court et long terme, taux d'épargne intérieur...). Du coup, les États nationaux, qui, comme tels, continueront à émettre des obligations d'État, le feront à des taux différents en fonction de leur crédibilité internationale ("rating"). Cela peut coûter cher à certains pays membres. Comment réagiront-ils face à la politique de la BCE ? Il y a là un premier test avec des implications sur le plan national. Avec des retombées sociales : le niveau et la politique du loyer de l'argent (prêts) touchent toutes les couches de la population, et ils correspondent à une longue histoire sociale.

Ceci n'est qu'un élément.

Il renvoie à une (deuxième) problématique beaucoup plus vaste, à savoir la faisabilité même de cette UM, dans les conditions actuelles et telle qu'elle a été conçue.

Les critères de convergence, alibi pour imposer l'austérité aux travailleurs, ont été utiles en partie, mais insuffisants (partiellement contre-productifs) pour créer une « zone monétaire optimale ». Cette théorie, très pratique, fut élaborée par Robert Mundell au début des années soixante (7). Elle soulève le problème d'un État qui abandonne la souveraineté sur sa monnaie (au sein d'une zone monétaire) et qui est affecté différemment que les autres pays de la zone par un "choc" (de l'intérieur ou de l'extérieur). Cet État doit pouvoir s'adapter plus radicalement. La "flexibilité" monétaire lui étant enlevée (dévaluation, inflation,...), il lui reste en théorie : la mobilité de la main-d'œuvre ; la flexibilité des prix et des salaires ; un transfert ("aide") de ressources venant des autres pays de la zone.

Pour ce qui concerne l'UE, c'est dès 1985 que le "choc asymétrique" a fait son entrée dans ses préoccupations. Cette année fut publiée une étude qui partait de l'hypothèse d'un nouveau mai 68, son "prix" à payer et son impact sur une union monétaire (8). Récemment, on a pu voir en Europe les effets de deux de ces "chocs asymétriques" : la réunification allemande (avec l'union monétaire RFA-



re le chômage, la précarité et les exclusions

ve, immédiate et concertée de es hebdomadaires partout en ures, avec les embauches coraire ni de pouvoir d'achat, sans

, cette réduction du temps de les entreprises, à tous les secde mesures législatives et de t ce que les luttes et les rap-

'emplois socialement, culturelaires, avec des salaires et des

de travail forcé, qui, sous cou-'employabilité", veulent impoux conditions inacceptables.

de précarisation des statuts et artiel imposé, contre les licen-supplémentaires.

nations qui entravent un accès au revenu. Ce qui passe, entre e structures collectives comme a petite enfance.

européenne des Droits sociaux s'alignant à chaque fois sur les les citoyens et les citoyennes :

- Droit à la retraite ;
- Égalité entre les hommes et les femmes ;
- Libre circulation des personnes ;
- Contre le travail des enfants, et l'exploitation des travailleurs immigrés par le travail clandestin ;
- Contre le travail précaire...

● Pour la reconnaissance des associations et des organisations de chômeurs, pour le respect du droit des travailleurs à s'organiser en syndicat, à prendre leurs affaires en main et à lutter ensemble.

● Pour une Europe démocratique, ouverte et solidaire, écologiste, sans discrimination ni racisme, sans chauvinisme ni frontières, avec des droits civiques et politiques égaux pour tous les habitants, et des papiers pour tous.

Les luttes contre le chômage, la précarité et les exclusions contribuent à mettre en lumière les terribles injustices d'une société capitaliste où la quête du profit pour une extrême minorité domine tous les aspects de la vie.

Oui, alors que l'on voudrait nous présenter la situation actuelle comme inéluctable, alors que l'on nous appelle à la patience et à la soumission, nous voulons apporter, à travers nos luttes, à travers nos revendications, un espoir, une perspective nouvelle, l'abolition du chômage, et le projet d'une société de liberté et de justice sociale, d'une Europe et d'un Monde où l'économie et le politique seront au service des hommes et des femmes et non l'inverse, et où tous les citoyens participeront aux grands choix de la vie publique.

Bruxelles, 19 avril 1998

* Marches européennes, 104 rue des Couronnes, 75020 Paris, France, Tél.: +33 1 44 62 63 44, fax : +33 1 44 62 63 45, E-mail : marches97@ras.eu.org.

Pour d'autres informations, pour discuter : <http://www.mygale.org/02/ras/marches/> ou marches97-info@ras.eu.org (informations en français, lecture seule), marches97-forum@ras.eu.org (discussion, lecture/écriture).

culture et à la formation ;
revenu, à l'emploi, à la forma-

ous les moyens de communica-

té, eau, gaz ;

7. Pour un résumé, cf. A.-M. Schoor, *La monnaie unique*, Que sais-je ?, PUF 1995.

8. *Revue économique de l'OCDE*, automne 1985, cité par P. Riche et Ch. Wyplosz *L'Union Monétaire*, Seuil, 1993, pp. 215-218.

Union Européenne

RDA à la clé), et l'effondrement du commerce extérieur de la Finlande avec l'ex-URSS. On pourrait en imaginer d'autres : une crise bancaire quelque part dans le monde qui affecterait différemment le secteur bancaire dans un ou plusieurs pays de l'UM ; une hausse spectaculaire de l'euro, monnaie forte, et son impact négatif sur les capacités exportatrices de certains pays membres ou de certains secteurs économiques de l'UE ; une explosion sociale dans un pays de l'UE et un gouvernement "obligé" de briser les règles du pacte de stabilité ; une nouvelle guerre aux portes de l'UE (ex-Yougoslavie, par exemple). Et puis, il y a le cycle "naturel" de l'économie capitaliste, avec le retour d'un reflux, voire d'une récession internationale...

De tels chocs se font sentir sur les rouages de la sociétés. Traditionnellement, l'État national est là pour les amortir.

Dans l'UM/UE cela est quasiment exclu, tant les marges sont institutionnellement limitées. Certes, un État peut en toute légalité invoquer la clause d'exemption du Traité, mais cela reste une rupture de l'UM...



....mais contre le monde du travail

Ce n'est pas dire que l'UE n'a pas de réponse. Mais telle quelle, il s'agit d'une réponse politique "aveugle".

Les variations de change sont éliminées (monnaie unique). Le budget des États nationaux est corseté (les critères de Maastricht, plus le pacte de stabilité). La BCE détermine souverainement (en accord avec les marchés financiers!) les taux d'intérêt. Par ailleurs, il lui est interdit de venir en aide à un des gouvernements par la planche à billets (euros). Le budget de l'UE, plafonné à 1,27% du PIB-UE, est dérisoire et le restera (certains avancent qu'il faudrait le sextupler pour le cas où...).

Quant à la politique fiscale qui pourrait générer des moyens financiers supplémentaires, son autonomie est limitée sur le plan national, et inexistante sur le plan européen. La proposition minimaliste du commissaire européen Monti, qui rejette l'idée d'un système fiscal européen mais propose un minimum retenu à la source de 20% sur les plus-values en capital-argent, vient de se heurter à une "déclaration de guerre" des marchés financiers.



Strasbourg, 8 mai 1998 Pont de l'Europe, Manif européenne des chômeurs

Un bon millier de manifestants de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, de Suisse et de Suède ont manifesté après la ratification de l'euro. « Tous unis contre l'austérité ! Alle zusammen gegen Sparpolitik ! », « contre l'Europe du capital, solidarité internationale ! » pouvait-on entendre.

Après Amsterdam le 15 juin 1997, cette initiative fait la preuve de la possible structuration du mouvement des chômeurs en Europe.



Le dumping fiscal, de par la féroce concurrence entre États nationaux qui veulent garder ou attirer les capitaux, se poursuivra donc.

Tout le poids de "l'adaptation" se portera donc sur les salariés. Comme leur mobilité transfrontalière est très réduite, en Europe, à cause de la tradition, de la langue, de la base nationale de la sécurité sociale (à l'opposé des États-Unis par exemple, où les travailleurs se déplacent voire déménagent sur une large échelle, des zones sinistrées vers des zones en expansion), l'UM exige impérativement, et dès à présent, ce qui est appelé dans le langage technocratique « une réforme radicale du marché du travail » : une flexibilisation généralisée de la main-d'œuvre (salaires, horaires, statuts, processus du travail), une réduction radicale du "coût du travail" et un démantèlement important de la sécurité sociale.

L'harmonisation des pays de l'UE se fera là, et ce sera une harmonisation vers le bas!

L'Europe politique inévitable... et inévitablement autoritaire!

Au total, il paraît inimaginable que, dans le monde d'aujourd'hui, une monnaie telle que l'euro puisse être gérée par le simple "pilotage automatique" que semblent dicter les traités de l'UE (9).

En réalité, il faudrait à l'UE un vrai gouvernement tout aussi supranational que l'est l'euro. Le Conseil européen reste une instance inter-étatique, qui fait face à

9. Voir à ce propos l'intéressante comparaison institutionnelle qu'a faite Patrick de Jacquelot entre l'autre union monétaire (en miniature), belgo-luxembourgeoise, et l'UM : *Le grand-oncle de l'euro : 75 ans de monnaie unique*, dans *Les Échos*, 9 novembre 1996.



une BCE, structure étatique supranationale. C'est le talon d'Achille de l'UE, qui mine les avancées en cours. La difficulté est congénitale, insurmontable actuellement, en l'absence d'un capital multinational européenisé, c'est-à-dire détaché de ses bases nationales et susceptible d'en imposer aux gouvernements nationaux. Cette situation existe aujourd'hui au Luxembourg et en Belgique, mais pas ailleurs.

De ce fait, l'UE se trouve dans l'incapacité de définir rationnellement, a priori et avec cohérence, un projet d'appareil d'État à partir de ses moyens et de ses exigences actuels.

La logique institutionnelle (supranationale) à l'œuvre est donc bâtarde sur le plan de l'efficacité et perverse sur le plan de la démocratie.

On bricole en secret, sous le coup des crises, des événements, des pressions, etc., par des méthodes en dehors de toute démocratie. Et cela pour des raisons de fond : dès lors que l'Union monétaire se mettra en place avec tous les risques, la centralisation politique-institutionnelle devra se renforcer et franchir une nouvelle étape. Les tenants d'une Europe politique auront donc gain de cause. L'UM pousse à « faire de la politique », c'est-à-dire garantir une gestion quotidienne plus serrée. Mais devant l'accumulation des difficultés extérieures et les contradictions propres de l'UE, cette "Europe politique" n'ira pas dans le sens de la démocratisation. Au contraire, tout pousse vers le renforcement du pouvoir exécutif, qui s'accaparera plus que jamais des pouvoirs législatifs et constitutionnels.

A première vue la situation est la suivante : rigidité totale au niveau des institutions et des normes de l'UM ; impuissance totale au niveau des États (gouver-

nements) nationaux.

La réalité est un peu différente, sur les deux tableaux. Le poids des États nationaux reste déterminant, et ils ne sont pas dépourvus de force économique-matérielle ni de moyens de pression politiques (qui décidera contre le gouvernement allemand ?)

Un exécutif européen plus actif et plus visible

Sur le plan européen, les négociations ont débuté pour définir les règles élémentaires qui puissent assurer le fonctionnement interactif entre les trois segments de l'exécutif : la BCE, le Conseil et la Commission. Le plus délicat, c'est certainement le mécanisme quotidien (régulier et exceptionnel) entre la Banque et le Conseil pour fixer la politique monétaire. La presse financière ne cesse de s'inquiéter du "bricolage bruxellois" en dehors de tout contrôle...

Ce qui est très clair, en revanche, c'est le rôle protagoniste accru de la Commission à partir de l'émergence de l'Union monétaire. Activiste par tradition et par "vocation", elle s'occupe, selon les traités de l'UE, de l'application des Traités et des décisions qui en découlent. Depuis 1985 (*Livre blanc* sur le marché unique avec ses 185 normes), elle s'est principalement occupée de l'harmonisation du marché unique. Elle est devenue fameuse par ses interventions fréquentes et tatillonnes. Désormais, elle s'occupera certainement, dans le même état d'esprit, de l'euro, du pacte de stabilité, de la politique de l'emploi...

Dans les négociations pour articuler le système étatique de l'UE, la Commission (qui propose) s'est heurtée au Conseil des Ministres (qui dispose). Sa proposition consistait à s'arroger des nouveaux pou-

voirs supranationaux : imposer "légalement" à un État membre de prendre dans un délai de 2 jours les décisions indispensables afin de garantir « la libre circulation des marchandises ». On pense au commissaire Neil Kinnock (10) qui avait « incité » le gouvernement français à garantir la libre circulation des marchandises, c'est-à-dire casser les piquets de grève des routiers français.

Le Sommet de Luxembourg (novembre 1997) fournit un autre exemple. Il avait mis en application un principe qui existait déjà sur le papier : la coordination des politiques économiques (au niveau des ministres de l'UE), les critères d'une telle politique, et le mécanisme de vérification. Désormais, les gouvernements de l'UE sont obligés de déposer des « plans pour l'emploi » devant une réunion (annuelle) du Conseil européen (en l'occurrence des ministres du travail, éventuellement de l'économie). Là encore, la Commission s'est permise de réprimander les gouvernements français et italiens à cause de leur position en faveur des 35 heures. Même s'il ne s'agit pas, pour le moment, d'une décision exécutoire par un gouvernement national.

On voit bien où va la dynamique politique-institutionnelle.

L'union monétaire pousse inmanquablement à l'émergence d'un pouvoir politique européen (supranational et intergouvernemental), par la conjugaison de mécanismes supranationaux et intergouvernementaux, toujours sous l'égide des (grands) États nationaux (cf. les sommets franco-allemand et anglo-allemand), avec la Commission à l'initiative.

Ce ne sera pas seulement un pouvoir plus fort. Mais aussi plus visible, car en interaction plus fréquente et plus tangible avec la société.

Les « désordres sociaux » (grèves, occupations, solidarités transfrontalières, revendications "antiéconomiques"), « menaçant la stabilité de l'euro » justifieront amplement les prises de position, les campagnes médiatiques et les interventions "légales" de la Commission, du Conseil et de la Banque...

On va, sur le plan du pouvoir politique européen, vers une situation tout à fait nouvelle, y compris sur le plan de la perception qu'en auront les populations et le



10. Socialiste, ex-président du Labour Party britannique.

Union Européenne

monde du travail.

Le mouvement ouvrier et social devra dûment tenir compte des deux volets de cette nouvelle situation : une puissante offensive contre le travail et un appareil d'État européen en évolution, incarnant cette offensive, mais dont le degré de légitimité est très faible, au départ.

Et pourtant du point de vue des classes dominantes, il y a urgence : leur histoire leur mord la nuque !

Le combat qui vient

Rétrospectivement, on s'aperçoit combien le Sommet de Luxembourg (novembre 1997) a été le résultat d'une prise de conscience dans les "hautes sphères" de l'UE qu'il fallait réagir vite, face à la « première montée sociale » qui avait marqué le sommet d'Amsterdam (solidarité avec les Renault-Vilvorde, l'euro-manifestation des 50 000 à Amsterdam, les Euromarchés) (11). Et, ensuite, comment la réussite possible de l'euro (au sommet de Bruxelles) avec toutes ses implications pratiques et largement imprévisibles, a pu dramatiser la nécessité d'une fermeté sans fard, tout au long de la période de stabilisation de l'euro, pour dominer l'explosivité sociale.

Beaucoup de choses vont dépendre de comment ce pouvoir politique européen pourra se cristalliser. Et quand il apparaîtra éventuellement aux yeux des peuples comme critiquable sans doute, mais aussi irremplaçable et incontournable. Il faudra être attentif et, à temps, en tirer les conclusions sur le plan du programme et de la tactique. Si cette tendance l'emporte, il est évident que la question du débouché politique des luttes resurgira sous une forme nouvelle, et, plus largement, sera posée la question de la rencontre spontanée entre les revendications immédiates et leur prolongement institutionnel, national et européen.

Plus cette construction s'affirmera dans cette "nouvelle" étape de l'UM, plus l'élaboration d'une alternative exigera une orientation "en positif", face à la question sociale (avant tout le chômage) et à celle de la démocratie, en l'occurrence la possi-

bilité effective de battre en brèche le processus et les modalités de l'UE. Ce sera l'enjeu de batailles politiques et sociales.

Le paysage politique change

Deux éléments peuvent être signalés. Fin 1998, les trois grands de l'UE (RFA, France, Grande-Bretagne) auront probablement un premier ministre social-démocrate (et, en Italie, un gouvernement dominé par le PDS). Ce sont eux, avec une Commission où siège une majorité de commissaires sociaux-démocrates, qui seront en charge de mettre en place l'union monétaire. Garderont-ils le cap sur la politique néolibérale ? Quel sera l'impact, notamment sur le mouvement syndical, la Confédération européenne des syndicats (CES) et ses organisations nationales ?

Ce n'est pas tout. En même temps, les grands partis bourgeois se débattent dans une crise sans précédent depuis 1945, en Italie (effondrement de la Démocratie chrétienne et les tentatives de Berlusconi), en France (les soubresauts du RPR et de l'UDF), en Grande-Bretagne (affaiblissement du Parti conservateur) et, bientôt (?), dans une moindre mesure, en Allemagne (que se passera-t-il au sein des CDU-CSU en cas d'échec électoral de Kohl ?). En général, ils se trouvent sous la pression de l'extrême droite qui progresse nettement, en voix ou impact politique. Comment l'establishment politique abordera-t-il les

épreuves qui s'annoncent ? La progression de la gauche radicale, y compris dans les élections, se confirmera-t-elle ?

Une brèche peut-elle s'ouvrir à partir d'un changement du rapport de forces sur le terrain ? Ira-t-elle jusqu'à mettre en crise l'UE telle qu'elle a été conçue et construite jusqu'à présent ?

Sur le plan de la conjoncture économique, l'embellie actuelle ne durera sans doute pas. Lorsque le cycle se retournera, quelle sera l'ampleur du "refroidissement" ? Dans quelle situation sociale et politique cela se passera-t-il ?

Et si c'était vrai que « *le plus probable est aujourd'hui le passage progressif à une décélération générale, qui s'étalerait jusqu'en 1999... et ensuite une crise ouverte de la légitimité néolibérale* » (12) ?

Inutile de souligner l'impact (en sens divers d'ailleurs) qu'aura cette évolution sur les mécanismes à l'œuvre dans l'UE, notamment la consolidation de l'euro.

Il faut se préparer à une conjoncture sociale et politique instable, probablement à des ruptures d'équilibre sur le plan politique (voire électoral), à un durcissement du climat social, à l'éclatement de contradictions importantes, qui poussent à la lutte. Au moment où le mouvement ouvrier traditionnel se trouve dans une crise historique et existentielle, totalement en deçà des exigences de cette situation, les chantiers sont ouverts. ■



Jutland, Danemark, 25-31 juillet 1998 XV^e camp international de jeunes

Cette année le camp international de jeunes des organisations de jeunesse de la IV^e Internationale sera accueilli par le Parti socialiste des travailleurs (SAP) du Danemark. Il aura pour thème principal « Exigeons la liberté ». Dans le Nord, où nos droits démocratiques sont bafoués par le pouvoir économique. Et dans le Sud, où l'exploitation économique va trop souvent de pair avec les régimes autoritaires. Une semaine de repos, de débats, de rencontres, alors n'hésitez pas, allez-y !

Pour tous les renseignements, contactez Inprecor ou :
— le SAP (Box 547, Nørre Allé 11A, DK-2200, København N, Fax +45-3 537 32 17, E-mail <socinf@inet.uni2.dk>);
— les JCR-RED (2 rue Richard Lenoir, F-93100 Montreuil, tel : +33/0 1 40 09 80 22 ; Fax : +33/0 1 40 09 10 93);
— les JGS-SJW (29 rue Plantin, B-1070 Bruxelles, tel : +32 2 523 40 23 ; Fax : +32 2 522 61 27).



4. INTERNATIONALE/SAP.
**INTERNATIONAL
SOCIALISTISK
UNGDOMSLEJR '98**

11. cf. Inprecor n° 419, décembre 1997.

12. Michel Husson *Les ambivalences de la conjoncture mondiale*, Inprecor, n° 423, avril 1998.

Le Mouvement Sans Terre : une vie nouvelle ici-bas

par
Raúl Zibechi*

Les campagnes brésiliennes vivent les prémices d'une guerre de basse intensité. Depuis l'instauration du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, en 1995, le Mouvement Sans Terre (MST) a intensifié les occupations de terres dans de nombreux États, dans une sorte d'offensive permanente, multipliant mobilisations et marches de plus en plus massives, tant au niveau local qu'à l'échelle des États ou de l'ensemble du pays. La plus forte mobilisation nationale, la marche de Brasilia en avril 1997, a regroupé plus de 50 000 personnes et reçu le soutien de 80 % de la population. Les propriétaires terriens, quant à eux, multiplient les créations de milices et engagent des mercenaires avec l'appui, actif ou passif, de la police et de l'armée. La formation de bandes para-policières marque une avancée vers la militarisation du conflit pour la terre et la réforme agraire.

Le MST est le plus important mouvement social d'Amérique latine, tant par le nombre de personnes engagées et la sympathie qu'il suscite, que par sa solidité organisationnelle et sa capacité à mettre sur le devant de la scène politique le thème de la terre, de la répression et de la justice sociale.

On compte aujourd'hui quelque 140 000 familles — presque 1 million de personnes — qui occupent des terres, vivent et produisent dans plusieurs centaines de communautés établies, dans plus d'une vingtaine d'États. Cela représente plus de 7 millions d'hectares arrachés à l'État brésilien ou aux latifundistes. Les paysans y produisent collectivement ou sur des parcelles individuelles, développent une forme de vie communautaire, élisent leurs propres autorités, mettent en place des écoles et des centres de santé, forment des coopératives de production et de distribution. Ils collaborent également au Mouvement en appuyant ses mobilisations et en lui apportant un pourcentage

de leurs revenus.

Mais le fer de lance du MST est à vrai dire constitué par les 40 000 familles installées dans des campements — 250 000 personnes — qui poursuivent, aux côtés des familles récemment installées sur leurs propres terres, une sorte de guerre pacifique, de mobilisation permanente : ils occupent des terres et résistent jusqu'à en être expulsés, organisent des marches qui peuvent atteindre les capitales des États, et construisent une solide organisation populaire dans les campements qu'ils installent le long des routes ou aux abords des terres qu'ils comptent occuper.

Ces campements sont la principale école du MST, la porte d'accès au Mouvement qui regroupe aussi bien des paysans pauvres sans terre que des citadins sans emploi qui trouvent dans les campements et les occupations une espérance de vaincre la faim et de donner un sens à leur vie. C'est aussi une façon d'échapper à la marginalité. En somme, le MST est un mouvement en pleine réussite.

Cinq cents ans de lutte pour la terre

Dans les textes qu'il publie, le MST assure qu'au Brésil, comme dans tout le continent, la lutte pour la terre a « commencé le jour même où les conquistadores ont mis les pieds sur notre sol ». A l'époque coloniale, elle a conduit aux révoltes des esclaves noirs qui occupaient des terres reculées pour y former des terroirs libres, les *quilombos*, où les maîtres d'esclaves ne pouvaient pas venir les rechercher.

A partir du milieu du siècle dernier, les



révoltes paysannes ont pris un caractère messianique. La plus importante, celle des *Canudos*, dans l'État de Bahia, a entraîné des milliers de paysans pauvres et n'a pu être réduite qu'au prix d'un terrible massacre. Au début de ce siècle, le « banditisme social » conduit par Limpiao a sillonné le Nordeste pendant plus de vingt ans. Entre 1940 et 1955, cinq révoltes paysannes se sont succédées dans les États de Minas Gerais, Maranhão, Goiás, Paraná et São Paulo. Il s'agissait de luttes localisées mais très radicales et d'une ampleur telle qu'en plusieurs occasions les paysans s'emparèrent de grandes villes et y instaurèrent des pouvoirs locaux.

La phase la plus récente de la lutte pour la terre date de la veille du coup d'État militaire de 1964. Sous l'influence du Parti communiste (PCB), des associations d'ouvriers agricoles se sont développées dans la région centrale ; les *Ligas Camponesas* (Ligues paysannes) ont été créées en 1954 dans les exploitations de la zone de Pernambuco et de nombreuses

* Journaliste à l'hebdomadaire *Brecha* (Uruguay), Raúl Zibechi est aussi l'auteur de différents ouvrages, dont *Los Arroyos Cuando Bajaron*, *Los Desafíos del Zapatismo* et *La Revuelta Juvenil de los '90*.

Brésil

occupations de terres ont eu lieu dans le sud, sous l'impulsion du Mouvement des paysans sans terre, qui ont obtenu du gouvernement central — présidé alors par Leonel Brizola — l'expropriation de plusieurs exploitations.

Si le MST prend place dans cette tradition centenaire de luttes paysannes, son origine immédiate est déterminée par les changements introduits par la dictature militaire au pouvoir de 1964 à 1985. La répression a alors désarticulé toute forme d'organisation, les principaux dirigeants paysans ont été emprisonnés, assassinés ou contraints à l'exil. Sur le plan organisationnel, ce fut une rupture brutale.

Parallèlement, le modèle économique imposé a conduit à la disparition de centaines de milliers de petites parcelles consacrées au café, au coton ou à des cultures vivrières. Cette expulsion massive de paysans a bénéficié aux anciens grands propriétaires terriens ou aux nouveaux exploitants, essentiellement dans les États du centre et du sud. Ce processus de concentration de la terre a été vécu par les paysans comme un véritable séisme, de la même ampleur que ce qu'avait représenté la conquête pour les indigènes. La moitié des terres cultivables se trouve alors aux mains de 1 % des propriétaires ; 80 % des terres ne sont pas cultivées, alors que 65 % de la population souffre à des degrés divers de malnutrition ; et l'exode rural touche 30 millions de personnes en moins de 20 ans, la migration la plus forte de l'histoire de l'humanité sur une période aussi courte. Les paysans chassés de leurs terres et ceux qui n'en ont jamais eu atteignent les 12 millions. Voilà la base du

MST.

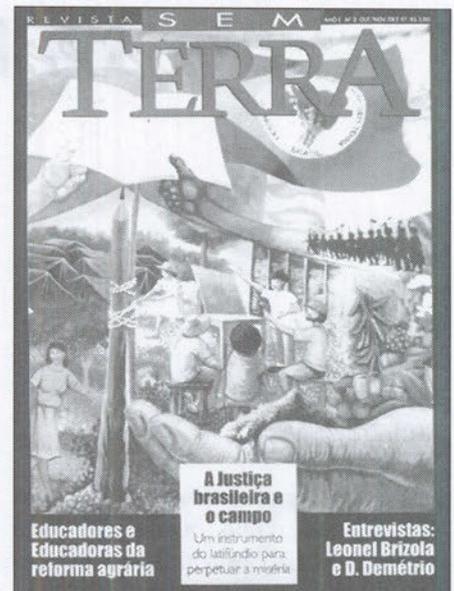
C'est une période qui a connu des formes de lutte spontanées et très peu organisées en réaction aux expulsions, de nombreux conflits, des plantations et des fermes incendiées et des centaines de victimes. C'est ce qui a conduit au début d'un processus de radicalisation des paysans sans terre.

La situation a commencé à changer vers 1975 grâce à l'activité de l'église catholique aux côtés des paysans pauvres, avec la création de la Commission pastorale de la terre (CPT). Il faut se rappeler que l'église a été l'un des piliers de la résistance à la dictature militaire, période qui a vu la création des 80 000 communautés ecclésiales de base qui existent au Brésil.

A partir de 1978 se sont produites des occupations massives à Rio Grande do Sul, l'une des régions les plus touchées par la concentration explosive de la terre. Il s'agissait d'initiatives isolées, sans contact entre les différentes occupations. La CPT a commencé, vers 1981, à coordonner des rencontres de dirigeants, tant au niveau régional que national. On a vu alors se stabiliser une coordination qui a conduit en janvier 1984 à la tenue de la première rencontre nationale des sans terre, dans l'État de Paraná.

Un Mouvement de mouvements

D'une certaine façon, le MST est une réponse des paysans à la modernisation et au néolibéralisme. Il s'agit d'un phénomène comparable à d'autres mouvements apparus sur le continent, du Pérou au Chiapas : l'ouverture des marchés, l'extension de la monoculture pour l'exportation et la déstabilisation induite des liens traditionnels (exode rural et chômage massif), ont engendré une situation explosive, dès que l'ouverture démocratique a permis de s'organiser et de se mobiliser. Par ailleurs, le MST marque la convergence de différentes luttes locales, de différentes traditions — allant de la puissante influence chrétienne à l'apport de militants communistes et du Parti des travailleurs (PT) —,



où s'entrecroisent des traditions syndicales tant rurales qu'urbaines. Certains de ses dirigeants affirment que le MST est « l'articulation de nouveaux mouvements qui apparaissent au niveau local ».

Quant à sa composition sociale, on peut souligner également différentes convergences : les paysans qui travaillent la terre en qualité de métayers, en remettant au propriétaire une part convenue des récoltes ; les petits fermiers qui paient en espèces un prix fixe déterminé avec le propriétaire ; les *posseiros* qui travaillent des terres occupées — des terres de l'État ou de particuliers — et qui n'ont pas de titres de propriété, situation très fréquente dans les régions agricoles frontalières. A cette combinaison de formes typiquement capitalistes avec des traditions agricoles précapitalistes, s'ajoutent des ouvriers agricoles et des journaliers sans terre, mais aussi de petits propriétaires qui vendent saisonnièrement leur force de travail, ou de petits agriculteurs qui possèdent moins de 5 hectares. On trouve encore des fils d'agriculteurs qui peuvent avoir jusqu'à 50 hectares mais ne peuvent pas assurer leur subsistance. Cela représente de l'ordre de 5 millions de familles sans terre.

Une fois le mouvement lancé, des secteurs urbains l'ont, peu à peu, rejoint, avant tout des militants chrétiens qui travaillaient dans la CPT, une organisation dont le rôle s'est avéré décisif aussi bien dans la construction du mouvement que dans ses méthodes et son style de travail. Dès ses premiers congrès, le MST s'est fixé trois grands objectifs : la lutte pour la terre, condition de survie (objectif économique), la réforme agraire (objectif social et politique), et la lutte pour une société plus juste par des changements politiques



Musiciens du MST lors de la 1^{ère} rencontre des éducateurs et éducatrices pour la réforme agraire, Brasilia 1997. A droite Zé Pinto, considéré comme le poète du MST.

radicaux. Joao Pedro Stédile, principal dirigeant du MST, considère qu'il s'agit d'un « mouvement social de masse », qui combine « trois caractéristiques complémentaires, syndicale, populaire et politique », et qui « ne relève pas des caractérisations traditionnelles des mouvements sociaux ». Il ne pense pas pour autant qu'on puisse le caractériser comme un « parti politique paysan déguisé » (1).

Avant d'occuper un latifundium improductif, les paysans sans terre commencent par s'organiser pour négocier avec les autorités. En fait, le plus souvent, l'occupation intervient après un long processus de renforcement du noyau initial, quand il est patent que les autorités refusent d'exproprier les terres convoitées. Le jour de l'occupation est tenu secret. Convergent alors un grand nombre de paysans et d'ouvriers agricoles sans emploi, qui viennent parfois de très loin. L'occupation tient autant de la fête que du défi délibéré, selon un cérémonial organisé par les militants du mouvement.

Dès qu'ils se sont installés dans la propriété, les paysans improvisent des abris de plastique et, si on leur en laisse le temps, ils se mettent à cultiver les terres. L'objectif est d'appeler l'attention de l'ensemble de la société, en faisant éclater au grand jour un conflit dont on ne parle pas, et en mettant en évidence l'existence de terres incultes et de bras disposés à les travailler. En général, ils ne cherchent pas à garder la propriété qu'ils occupent, mais plutôt à ce que les autorités de l'État leur fournissent des terres où s'installer. Leurs méthodes de lutte reposent sur la désobéissance civique pacifique, ce qui a conduit de nombreux juristes à reconnaître le bien-fondé des occupations et, récemment, le Vatican lui-même a attiré l'attention sur la nécessité d'une réforme agraire. Les paysans du MST n'agressent pas les propriétaires : leur grand nombre et leurs outils de travail suffisent à les intimider. Mais s'ils sont attaqués par les propriétaires, par la police ou par l'armée, ils se défendent. Il leur arrive même, rarement, d'user d'armes à feu, mais ils ne prennent jamais l'initiative de l'affrontement.

Beaucoup d'évacuations se font dans la violence, et se heurtent toujours à une résistance collective. Au cours des 15 dernières années, plus de mille paysans du MST ont été tués, en général par les propriétaires et leurs hommes de main. Cette forme de résistance "pacifique" leur a

permis de mettre à nu aux yeux de l'opinion publique la violence des grands propriétaires et de l'État, et de gagner le soutien de larges secteurs des grands centres urbains. A la longue, le MST a pu démontrer que l'occupation des terres est aussi légitime que la grève pour les ouvriers.

Une organisation pyramidale

L'occupation, qui ne dure souvent que quelques jours, est le point de départ de la lutte. Après leur expulsion, les sans terre installent un campement permanent sur un terrain en bord de route concédé par le gouvernement ou la municipalité, ou par un propriétaire solidaire. Les campements sont de véritables villes de toile, avec une population qui va de 500 à 800 personnes, mais peut même dépasser 2 000. En moyenne, un campement dure 4 ans, jusqu'à ce que la totalité de ses membres aient obtenu des terres. Les premiers mois

publique, ils multiplient inlassablement les audiences avec les autorités, des marches où ils peuvent parcourir plus de 1 000 kilomètres pendant plusieurs semaines, des grèves de la faim, des jeûnes et des piquets sur les places publiques. Parfois, ils occupent des terres ou soutiennent les occupants de municipalités ou d'États voisins. C'est sans doute les marches qui ont la plus grande importance, vu qu'elles permettent à la fois de soutenir le moral des participants, de faire connaître leur situation, d'incorporer de nouveaux secteurs à la lutte et de tester la solidité de l'organisation interne.

Le campement en tant qu'apprentissage est l'aspect le plus important de tout ce processus. Les paysans qui rejoignent le Mouvement sont souvent marqués par un fort individualisme, un niveau scolaire faible, quand il n'est pas nul, tant l'analphabétisme est répandu, un niveau politique très bas et une expérience quasi-



voient de nombreux départs, une sorte d'auto-épuración du campement.

Dans ces campements, soutenus par des cadres et des militants du MST, les gens développent un travail intense d'organisation et d'éducation, dont dépendent non seulement la survie du collectif mais aussi l'avenir de toute l'opération. En matière d'activités extérieures, pour obtenir des terres et sensibiliser l'opinion

ment nulle de la vie collective. L'organisation interne repose sur ce qu'on appelle les "noyaux de base", qui regroupent entre 10 et 30 familles, presque toujours originaires d'une même localité. Il

1. Frei Sergio et Joao Pedro Stédile, *A Luta pela Terra no Brasil*, Página Aberta, 1993. Toutes les citations précédentes sont extraites de cet ouvrage.

Brésil

faut savoir que les campements connaissent une très forte hétérogénéité géographique, certains participants ayant parcouru des milliers de kilomètres et laissé derrière eux toute une vie.

Chaque noyau de base organise les tâches du campement : ravitaillement, santé, hygiène, sports, approvisionnement en bois, etc. Pour chaque tâche, on élit un



responsable qui, à son tour, coordonne des "équipes de service" du campement, réunies quotidiennement pour planifier les activités. Enfin, une "coordination générale" fixe les tâches des équipes et définit les activités externes ainsi que les relations avec la société et les institutions. L'organe suprême du campement est l'Assemblée générale, où participent tous les membres : elle se réunit périodiquement et élit une Coordination générale, à laquelle peuvent également participer les responsables des noyaux de base.

C'est une organisation relativement flexible, dont le degré de complexité dépend de la taille du campement. Les dirigeants et les militants du MST ont pour idée de promouvoir la démocratie et la participation la plus large possible à la prise de décision, en combinant direction collective et partage des tâches. Il s'agit en définitive d'une organisation qui doit être adaptée tant aux nécessités de la lutte qu'à l'éducation et au progrès collectifs.

L'assemblée générale discute et adopte un règlement interne qui est appliqué rigoureusement avec, le cas échéant, des sanctions qui vont du blâme à l'exclusion. La consommation d'alcool est réglementée, et toute bagarre, tout agression contre une femme ou un enfant strictement interdites.

Le rôle des femmes est déterminant dans le campement comme dans les occupations et dans le MST. Le visiteur est frap-

pé par la présence de nombreuses femmes — surtout des jeunes — à des postes de responsabilité, jusque dans les organes de direction du Mouvement. Le rôle croissant des femmes est incontestable : c'est le mortier qui unit et crée un esprit communautaire, sur lequel reposent beaucoup des activités quotidiennes de subsistance, essentiel en matière de santé,

d'approvisionnement, de mystique et d'éducation, mais aussi pour la lutte.

La construction d'un marché populaire

Les communautés établies sur les terres conquises représentent autre chose. C'est d'abord l'une des principales conquêtes du mouvement, qui montre que la réforme agraire est possible et qu'elle peut être couronnée de succès. Pour les paysans, pouvoir s'établir après des années de lutte nécessaires pour que l'État se décide à leur remettre des terres ou à se porter acquéreur d'un latifundium, c'est d'abord échapper à la faim. Même s'il s'agit souvent de terres peu fertiles, épuisées par une exploitation abusive et l'usage de produits toxiques, dans tous les cas ils produisent infiniment plus que ce que ces mêmes terres produisaient aux mains de leurs anciens propriétaires.

Les paysans établis fournissent un travail énorme, vu l'absence de toute infrastructure et les énormes difficultés pour obtenir des financements, des crédits et une assistance technique. Il y a bien des échecs, mais pas plus de 15 %, en deçà du seuil que la FAO considère acceptable.

Le MST encourage la coopération, même si la majorité préfère individuellement cultiver sa parcelle — de quelque 25 hectares —, dans un cadre familial. Mais beaucoup s'associent pour acheter des

machines agricoles, s'équiper en moyens de transport et de stockage. C'est un premier pas vers la formation de coopératives qui permettent de planifier collectivement la production et la répartition des bénéfices selon le travail fourni. Dans la plupart des cas, on cherche à diversifier le plus possible la production, éviter la monoculture, et limiter le recours aux engrais chimiques. Les coopératives et les associations de production ont formé une confédération de coopératives de colons (Concrab), pour garantir l'assistance technique, négocier globalement les ressources et écouler la production sur le marché aux meilleures conditions.

En 1997, après cinq années consacrées à l'amélioration du travail des coopératives, la revue du MST faisait état de l'existence de 24 coopératives de production agricole et d'élevage, 18 coopératives de prestation de services, 2 coopératives de crédit, 8 coopératives centrales de réforme agraire, et plus de 400 associations coopératives de base avec 11 000 affiliés.

Le secteur des coopératives agricoles du MST regroupe plus de 30 000 familles, et maintient des liens avec 70 000 autres. Il s'attache à les différencier des coopératives traditionnelles, tant par leur structure démocratique que par leur pratique participative. Dans l'une de ses nombreuses brochures, le MST affirme que ce mouvement coopératif alternatif implique « *l'appropriation des instruments de gestion par les travailleurs et la nécessité de construire un marché populaire articulé entre la campagne et la ville* ».

Il est vrai que beaucoup de ces expériences retombent dans une forme d'individualisme ou de localisme, et que la mobilisation y est beaucoup plus difficile qu'à l'étape des campements. Pourtant, dans la majorité des cas, de véritables communautés s'organisent, qui mettent en commun le travail, la fête, et le soutien aux sans terre qui luttent pour la réforme agraire. C'est ainsi que, si la situation économique le permet, la communauté détache des militants pour aider les paysans qui occupent de nouvelles terres, et assure l'approvisionnement des campements en lutte.

Un chapitre important — "stratégique", pour les dirigeants du MST — touche à l'éducation. Tous sont conscients que l'éducation et la formation sont essentielles pour rendre viables ces expériences, poursuivre la lutte pour la réforme agraire, construire de nouvelles façons de

vivre ensemble, « exercer les droits de citoyenneté et participer démocratiquement à la vie politique du pays et à la lutte pour un homme nouveau dans une société démocratique et socialiste » (2). Le MST parle de la nécessité « d'occuper également le latifundium du savoir » et il a édité des dizaines de brochures et de livres comme support au travail d'éducation.

L'objectif est de former des formateurs parmi les sans terre eux-mêmes, que la communauté fasse sienne la tâche d'éduquer. Simultanément, on lutte contre l'analphabétisme, pour atteindre des seuils minimaux de scolarisation, alphabétiser les adultes sur la base des méthodes de Paulo Freire, donner une formation technique qui supprime la dépendance dans ce domaine, et offrir une formation politique qui permette la participation d'un maximum de personnes.

Enfin, le MST a créé une école de formation pour dirigeants, localisée dans l'État de Santa Catarina, qui accueille chaque année des centaines de stagiaires. Elle lui permet de donner une cohérence politico-idéologique à ses cadres, d'augmenter l'autonomie et la capacité d'initiative des directions locales et régionales, et de se soustraire à l'influence des partis. Il faut souligner que le MST s'est doté en quelque sorte d'une organisation qui reprend également diverses traditions, tant dans sa structure que dans ses méthodes de travail. A la base, les communautés portent la marque de la tradition rurale et du christianisme de base — peut-être l'influence la plus marquante à ce niveau — mais aussi du syndicalisme. Aux niveaux supérieurs, les modes d'organisation des partis de gauche semblent avoir une influence plus forte, notamment la tradition léniniste, mêlée aux influences chrétiennes présentes dans la CPT.

Un nouveau monde au cœur de l'ancien

Après son congrès tenu en 1995, auquel ont participé plus de 5 000 délégués, le MST a lancé une grande offensive dans tout le pays, qui se poursuit encore. 92 occupations ont eu lieu en 1995, et plus du double en 1996. Plus important encore, alors que le mouvement était jusqu'alors plutôt localisé au sud et au centre, il a réussi à étendre les occupations aux régions du nord et du nord-est, bastions de la droite et des propriétaires terriens les plus réactionnaires. Plus récemment, il a commencé à organiser de vastes



Rencontre nationale du MST en décembre 1997 à Itaici.

occupations près des villes, conformément aux objectifs stratégiques fixés par le congrès et la direction du MST.

Les massacres de l'État de Pará, tels celui d'Eldorado de Carajás où, le 19 avril 1996, 19 sans terre ont été assassinés, attestent l'irrésistible croissance du mouvement dans cette région. Témoins de la force du MST, 200 campements et 300 communautés ont vu le jour dans l'État de Pará, ce qui signifie que dans un des bastions de la réaction, des centaines de milliers d'hectares ont été attribués à des paysans pauvres.

Le MST est, par ailleurs, le seul secteur qui s'est avéré capable de s'opposer à la politique néolibérale de Fernando Henrique Cardoso, comme en témoigne la marche de Brasilia en 1997. La question de la réforme agraire a été l'un des thèmes les plus débattus de la campagne électorale, et le président élu s'était engagé à "exproprier" des terres au bénéfice



de 280 000 familles. En réalité, seulement 15 000 familles ont été établies à ce jour, même si le gouvernement parle d'un total de 60 000 paysans. Il n'y a rien d'étonnant

à ce que le MST ait accru ses initiatives sous un gouvernement qui veut se donner l'air "progressiste" pour démobiliser le mouvement.

Le MST a pris la direction d'un profond malaise dans les campagnes, et face aux hésitations — certains disent aux claudications — des syndicats et du Parti des travailleurs (PT), il est devenu la principale opposition au néolibéralisme. Le MST bénéficie donc de deux circonstances favorables : la sympathie pour la réforme agraire et les actions du MST s'approfondit, et dans le même temps se renforce son autonomie vis-à-vis des partis politiques et des formations institutionnelles. Le MST est donc en situation de coordonner les classes urbaines paupérisées (habitants des *favelas*, sans emplois, sans abris, etc.), de cristalliser une alliance des "sans", des exclus, de ceux qui comptent pour du beurre aussi bien pour la bureaucratie syndicale que pour la gauche électorale.

Mais au-delà de la situation conjoncturelle du mouvement des travailleurs de la terre au Brésil, le MST représente quelque chose de nouveau, de différent, sur la scène des mouvements sociaux de notre continent. Il partage des aspects novateurs de son mouvement avec d'autres mouvements paysans-indigènes, en particulier en Équateur et au Chiapas. L'influence du MST dépasse les frontières, au point que les paysans paraguayens y trouvent un solide point de référence, tout comme les autres organisations paysannes du continent.

A l'image des autres mouvements sociaux, les sans terre combinent des aspects qui rejettent la société capitaliste actuelle avec d'autres qui la reproduisent. Un mouvement ne peut pas représenter la

2. Frei Sergio et Joao Pedro Stédile, op. cit.

Brésil

négration absolue, l'inversion totale de la société dans laquelle il est immergé. La continuité apparaît souvent dans les caractéristiques de la structure organisationnelle (propice à l'apparition de couches dirigeantes aux intérêts spécifiques, coupées de leurs bases), dans des formes de direction plus ou moins verticales, dans le niveau de participation faible, voire nul, de leurs adhérents, l'autoritarisme interne, la culture propre à un mouvement ou à un parti, les liens institutionnels et un long et cætera.

La spécificité du MST est qu'il incarne une rupture bien plus profonde que d'autres mouvements avec la société actuelle. Ou encore que le nouveau y pèse

sociaux, la question des femmes, l'écologie et la question identitaire.

4. La faiblesse des moyens matériels est compensée par la mystique, qui permet la formation d'une nouvelle subjectivité où apparaissent au premier plan les liens fraternels et solidaires par delà les relations instrumentales, propres aux associations traditionnelles (4). L'être humain, la femme et l'homme nouveaux sont une préoccupation fondamentale.

5. Dans le cas du MST, il s'agit d'un mouvement intégral qui embrasse toutes les facettes de l'existence : politique, sociale, culturelle, économique, religieuse, etc. Sans les séparer ni les isoler. C'est particulièrement clair dans les campements et



beaucoup plus, plus fondamentalement, que l'ancien. A savoir :

1. Comme le relève James Petras, le MST appartient à une nouvelle génération de mouvements sociaux sur le continent caractérisés par l'émergence d'une nouvelle direction qui n'est pas coupée de la vie quotidienne de sa base, où la bureaucratie est à peu près inexistante, avec une morale éprouvée, le refus de s'éloigner des modes de vie de l'ensemble des acteurs du mouvement, sous le signe de la participation, de l'internationalisme, de la démocratie, de la formation politique et professionnelle (3).

2. La priorité va à l'action directe et extraparlamentaire, sans se compromettre dans les réseaux institutionnels, en préservant son autonomie vis-à-vis des partis et des syndicats, mais aussi des intellectuels et du monde universitaire. L'autonomie est un des signes identitaires.

3. Sont intégrés des thèmes de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements

la plupart des communautés établies. Le rôle central accordé à l'éducation les rapproche du mouvement ouvrier à ses origines. Il s'agit d'un des rares mouvements qui éduque ses adhérents, sur des critères qui lui sont propres, différents, à l'opposé de ceux de la bourgeoisie. C'est en cela, et pas seulement par les choix stratégiques opérés, qu'il s'agit d'un mouvement qui échappe à la logique de reproduction du système, et va bien au delà des revendications partielles : même inconsciemment, il jette les bases d'une société nouvelle.

6. Le MST mène à bien une réforme agraire par le bas, en construisant une nouvelle société au sein de l'ancienne. Jusqu'ici, toutes les réformes agraires ont émané du pouvoir en place, dans le cadre d'une révolution ou d'un régime progressiste. Les campements comme les communautés établies sont des espaces de socialisation, des territoires où s'inversent les codes dominants, des lieux de contre-pouvoir. On n'y travaille pas seulement pour

s'approprier les moyens de production, mais aussi pour produire une subjectivité nouvelle, une nouvelle humanité et se « réapproprier individuellement et collectivement la production de la subjectivité » (5). Hors de cet ensemble de pratiques, comment peut-on seulement imaginer la transition au socialisme ?

7. Ils fondent leur action sur deux moyens essentiels : la terre, c'est-à-dire un espace physique où créer, en s'appropriant les moyens de production et de reproduction, de nouveaux rapports humains ; et l'éthique, quand on sait que les membres actifs et les militants du MST consacrent bien plus que quelques heures à leurs activités : leur vie entière est organisée sur une autre base, d'autres critères, où prédomine une morale de la fraternité et de la solidarité.

C'est vrai que survivent aussi dans le MST certains aspects de la vieille culture politique, des formes d'organisation semblables à celles qui prédominent dans les partis de gauche. C'est plus évident dans les instances de direction. Je ne sais pas à quel point ils en sont conscients, mais je peux certifier que les dirigeants s'emploient à ne pas reproduire les pratiques qui nourrissent la formation d'une bureaucratie. Ils sont également attentifs aux risques de récupération des communautés établies par le système dominant qui les encercle, prêt à les étrangler.

Il n'y a pas d'antidote face à ces dangers. L'avenir du mouvement dépendra du niveau atteint par les luttes sociales, tant à la campagne qu'à la ville. Mais au delà de ces réserves, on peut affirmer que le plus important mouvement social de notre continent nous ouvre une voie fort appréciable vers la conquête de nouveaux espaces pour les travailleurs, en illustrant par là même de nouvelles formes éventuelles de transition vers une société plus juste. ■

Montevideo, avril 1998

3. James Petras, *La Izquierda Devuelve el Golpe*, Ajoblanco, Barcelone, 1997.

4. cf. Frei Betto et Leonardo Boff, *Mystica y Esperitualidad*, Madrid, 1996.

5. Félix Guattari, *Caosmosis*, Manatíal, Buenos Aires, 1996. L'auteur considère que « l'avenir du tiers monde repose d'abord sur sa capacité à réapprendre ses propres processus de subjectivation dans le contexte d'un tissu social en voie de désertification ». Il donne en exemple le Brésil, où il relève « d'intéressantes tentatives de recomposition des pratiques sociales ».

Luttes paysannes et mobilisations politiques

par
Sayyid Murshid

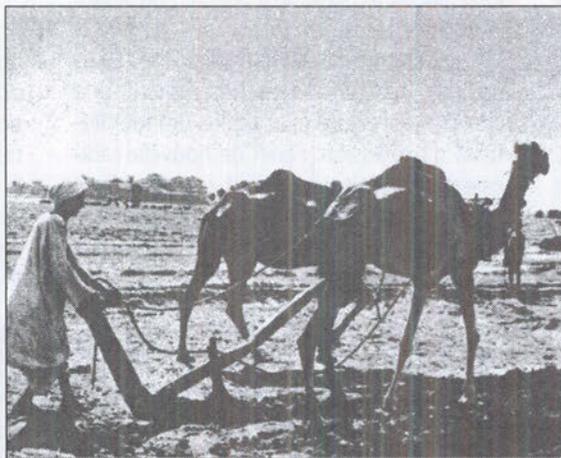
La décision de mettre un terme à la gestion étatique des rapports propriétaires-locataires à la campagne et de procéder à la complète libéralisation du loyer des terres a provoqué d'importantes mobilisations paysannes en Égypte au printemps et à l'automne 1997. La question agraire a ainsi refait irruption sur la scène politique. L'application du nouveau statut a engendré un mouvement de solidarité avec les paysans en lutte dans lequel les militants de la gauche marxiste se sont distingués, après des années de recul et de crise.

Une loi et une réforme capitalistes

La loi n° 96 sur les rapports entre propriétaires et locataires de terres agricoles a été adoptée par le parlement égyptien en 1992, sa date d'entrée en vigueur ayant été fixée au 1^{er} octobre 1997. Le principal objectif de cette loi est d'abolir le mode de régulation des loyers de la terre mis en place à l'époque nassérienne (1952-1970).

En 1975, le gouvernement de Sadate, s'engageant sur la voie de la libéralisation économique, avait décidé, dans un premier temps, que les loyers pourraient augmenter proportionnellement aux impôts. Afin de créer les conditions du passage au régime libéral, la nouvelle loi de 1992 prévoyait d'augmenter les loyers de la terre entre 7 et 22 fois le montant de la taxe foncière par feddan (un demi-hectare environ), jusqu'en 1997. Cette phase transitoire devait surtout servir à favoriser des compromis entre propriétaires et locataires.

A compter du 1^{er} octobre 1997, la définition du montant du loyer doit se faire sur la base d'un accord mutuel entre



locataires et propriétaires. La loi met aussi fin à la transmission des contrats par héritage. Le tribunal peut dorénavant ordonner une rupture de contrat en cas de non-paiement du loyer. Le locataire a le choix entre le paiement, la restitution de la terre ou l'éventuel achat dans un délai de trente jours. Cette légalisation de l'expulsion du locataire, chose nouvelle en Égypte, a été l'un des principaux facteurs de réaction parmi les paysans.

Des mobilisations importantes

A l'approche de la date fatidique, les actions de résistance paysanne se sont spectaculairement multipliées au point de modifier la situation politique et sociale. Personne n'avait prévu des réactions d'une telle ampleur.

Les estimations les plus sérieuses du nombre de paysans locataires concernés par la loi vont de 1 à 1,6 million de locataires. D'autres sources, notamment à gauche, parlent de beaucoup plus. Si l'on se base sur une moyenne de six à huit individus par famille, on peut considérer que plus de sept millions de personnes sont concernées, chiffre loin d'être négligeable, même pour un pays de 60 millions d'habitants, et surtout si l'on tient compte du fait que cette population est répartie sur l'ensemble du territoire.

Les actions des paysans ont pris des formes très variées : meetings, réunions, marches, slogans peints sur les murs, blocage de routes ou de voies de chemins de fer, etc., jusqu'à des affrontements armés dans le Delta et surtout en Haute-Égypte. La plupart des incidents se sont déroulés au cours de l'été, en juillet particulièrement. Dans plusieurs cas, les paysans essayèrent de brûler les bureaux locaux du ministère de l'agriculture ou de la banque de crédit agricole. Des affrontements directs ont eu lieu avec les propriétaires qui ont eu recours aux forces de l'ordre, sans oublier ce que l'on nomme en Égypte les *baltagya* (les hommes de main armés).

Les réactions politiques

Le parti du pouvoir, Parti national démocratique (PND), a, bien sûr, soutenu la réforme, de même que deux autres partis, le *Wafd*, nationaliste bourgeois, et *Al-Ahrar*, islamiste-bourgeois. Les courants intégristes ont dans leur ensemble soutenu la loi et sa mise en application. Le porte-parole des Frères Musulmans a expliqué que la *chari'a* (la loi islamique) reconnaissait le droit de propriété. De même, des dirigeants islamistes radicaux emprisonnés ont fait savoir qu'ils approuvaient la nouvelle législation. Bien que les intégristes soient cependant loin d'être unanimes sur la question, ils se sont placés, en tant que courant politique, du côté de l'ordre établi.

De ce fait, l'opposition à la loi n° 96 a été essentiellement le fait de la gauche. Ce terme comprend ici, en Égypte, les nassériens, différentes sensibilités de gauche, nationalistes, réformistes et marxistes, ainsi que les groupes communistes illégaux. Les nassériens et le parti du *Tagammu'* (Rassemblement), gauche légale réformiste, avaient été les seuls à voter contre la loi en 1992 : ils ne représentaient que dix députés. Le parti nassérien a adressé une demande au président

Égypte

Moubarak pour abroger la loi. Le *Tagammu'* a essayé de mettre en avant l'Union Paysanne qu'il anime, mais sans grand succès. Il a aussi réclamé la suspension de son application et la réalisation d'études sur la question.

En fait, les dirigeants réformistes se sont trouvés fort gênés devant l'ampleur des réactions et les formes actives de contestation qui pouvaient mener à une confrontation directe avec le régime. Ils se sont cantonnés, le plus souvent, à des déclarations et des articles dans leurs organes de presse. L'opposition la plus résolue à la nouvelle loi a été le fait d'individus de gauche : nassériens ou membres du *Tagammu'*, ou des groupes de la gauche radicale, militants indépendants et souvent anciens adhérents d'organisations marxistes.

Interventions de la gauche marxiste

Rappelons brièvement que la gauche égyptienne dans son ensemble et la gauche radicale en particulier ont connu de nombreux revers depuis la fin des années 1970, subissant successivement la sortie du nassérisme, la vague islamiste et les réformes économiques libérales. La période autour de la chute de l'URSS et de la guerre du Golfe marqua le creux de la vague. Depuis, le climat s'est amélioré, mais les forces de la gauche marxiste restent marginales et aussi très divisées.

Parmi les différentes composantes de cette gauche illégale, se place d'abord le Parti communiste égyptien, principale force numériquement et politiquement. Très lié au *Tagammu'*, il développe la ligne de soutien critique au régime face à l'islamisme qu'il définit comme une forme de fascisme. Vient ensuite le Parti socialiste du peuple, PSP, produit d'une scission de gauche du PCE en 1990, après de longues années de batailles internes. Sa principale figure publique était Michel Kamel, décédé il y a quelques années en exil, en France.

Issue de la radicalisation des années 1970, la gauche révolutionnaire a connu une crise sérieuse qui s'est traduite par une hémorragie de militants, une perte d'influence et d'apparition publique. Toutefois, le régime, depuis la fin des années 1980, avait fait preuve de retenue envers elle, étant accaparé par son affrontement souvent violent avec les tendances radicales islamistes qui pratiquaient la lutte armée. Les arrestations de militants de gauche depuis 1989 concernaient sur-

tout des individus dans des contextes particuliers (lutttes étudiantes, ouvrières, guerre du Golfe, etc.).

Il se maintient néanmoins des équipes, des réseaux qui comprennent des syndicalistes et des militants de quartier ou d'associations. Ces groupes, réseaux et noyaux possèdent de sérieux relais dans la société avec une présence dans les luttes et des activités publiques ou clandestines. Le point faible reste la jonction avec les plus jeunes générations, qui est loin d'être acquise.

Les conditions sont meilleures depuis environ trois ans, avec notamment une certaine ouverture et une plus grande pluralité d'expression. Parler de nouvelle radicalisation serait cependant exagéré. Tout ceci ne concerne que des groupes numériquement restreints et à l'ancrage plus local que national.

qui en comprend plus de 5000. Divers réseaux locaux paysans se sont aussi formés. La principale faiblesse a été l'absence d'un véritable cadre unitaire. De nombreuses initiatives sont nées de toutes parts, sans réelle coordination. Mais, pour limitée qu'elle soit, cette solidarité a déclenché une réaction du pouvoir.

Une répression réelle mais limitée

Depuis le début des mobilisations jusqu'à aujourd'hui, l'État a pratiqué une double politique : de nombreuses arrestations de paysans actifs et quelques arrestations de militants de gauche actifs dans le travail de solidarité. Selon le Centre *Al-Ard* (la terre), spécialiste des questions agraires et très impliqué dans l'opposition à la nouvelle loi, 822 personnes ont été



Actions et mouvements de solidarité

Le Comité socialiste de défense des paysans est une structure illégale, qui a été très active dans la solidarité. Il regroupait au départ des membres des groupes illégaux marxistes et des indépendants. Il a publié trois numéros de son bulletin clandestin *Al-Tadamun* (Solidarité), ainsi que des tracts, et a cherché à se lier aux mobilisations paysannes. Un comité légal, le Comité national de soutien aux paysans, s'est aussi constitué. Plus large, il regroupe des individus de la gauche marxiste radicale, du *Tagammu'*, des nassériens et même quelques éléments du parti islamonationaliste du Travail.

L'intervention de ces militants a été qualitativement importante, mais limitée à l'échelle du pays. Ils n'ont pu toucher que plusieurs dizaines de villages, dans un pays

arrêtées, la répression ayant fait en outre 15 tués et 218 blessés.

La répression des groupes politiques est restée relativement limitée. On a pu craindre une rafle beaucoup plus importante dans les milieux de gauche sur la base de listes, parfois très anciennes, comme il est de coutume en Égypte. Elle ne s'est finalement pas produite. Le régime a quand même hésité avant de se limiter à une répression politique sélective. Le danger des forces de gauche reste toutefois tellement dérisoire aujourd'hui qu'il paraissait quand même peu justifié pour le pouvoir de s'engager dans une opération de plus grande envergure. Les conséquences internationales auraient pu être fâcheuses. De même, le régime ne souhaitait nullement laisser paraître le moindre signe de faiblesse, surtout face à une gauche en crise au moment même où il a marqué des points dans sa lutte contre les

islamistes radicaux.

La nouvelle réforme a soulevé de nombreuses discussions quant à ses origines, sa signification et sa portée. Le sentiment général dans le pays est que la libéralisation est inévitable et bénéfique. Mais la question du repli effectif de l'État de l'économie est à nuancer lorsque l'on examine de plus près les rapports étroits qu'entretiennent l'administration et les milieux d'affaires...

Débats et enjeux politiques

Après avoir réussi à stabiliser son régime suite à la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, le président égyptien Sadate avait commencé à remettre en cause le système agraire hérité de l'époque nassérienne par différentes mesures : hausse des loyers en 1975-76, abolition des comités chargés de régler les différends entre propriétaires et locataires, dépolitisation des coopératives agricoles en 1976-77, lorsque les fonctions politiques et financières des coopératives furent supprimées et transférées aux nouvelles banques des villages.

Si la réforme agraire reste l'un des principaux acquis du nassérisme, rappelons qu'il s'agissait d'une forme de gestion-contrôle étatique sur les rapports sociaux dans les campagnes avec limitation de la propriété, plutôt que d'une généralisation de l'accès à la propriété. La question des rapports locataires-propriétaires est ainsi devenue centrale au projet de réforme économique. Le fait qu'un million de locataires exploitent environ 1,5 million de feddans en comparaison des 930 000 feddans distribués par l'État à quelque 500 000 familles permet de prendre la mesure de l'ampleur de la question.

La crise de l'agriculture égyptienne est flagrante, particulièrement en ce qui concerne le manque au niveau des productions locales de céréales pour nourrir la population. Le déficit était de 5,5 à 7 millions de tonnes pour 1995, selon les estimations. Le déclin de l'agriculture se traduit par le fait que la part du secteur agricole dans le revenu national est tombée de 29% en 1965 à 19% en 1989. L'Égypte importe près de 60% de ses besoins alimentaires, surtout des États-Unis pour les céréales.

La solution, pour le gouvernement, réside dans sa capacité à attirer des investisseurs privés égyptiens ou étrangers dans l'agriculture. Il s'agit donc de revenir sur la loi qui limite la propriété à 50 feddans par

individu. L'ambition est de doter l'agriculture des moyens d'obtenir plus de produits d'exportation. Le passage à une production de produits moins nutritifs, mais ayant plus de valeur marchande, comme les fruits et légumes, reste l'un des axes prioritaires. On a ainsi vu se développer la production de produits nouveaux, notamment dans le secteur des fruits et agrumes (orange, citron, mangue, goyave). L'objectif central est de favoriser le développement d'une classe de paysans riches. Le changement des cadres juridiques vise donc à favoriser le marché comme solution aux problèmes agricoles de l'Égypte.

La question du facteur américain dans l'élaboration de cette politique a suscité de nombreuses interrogations. Une certaine optique nationaliste, qui n'est pas pour autant dénuée de fondement, a tendance à voir dans le FMI et les institutions internationales les principaux responsables de cette orientation. Cette lecture est, bien sûr, fortement présente à gauche où l'optique nationaliste reste fortement ancrée.

Il semble toutefois que le projet agricole du gouvernement soit lié, en premier lieu, aux nouveaux secteurs les plus influents de la bourgeoisie égyptienne. Bien entendu, cela se fait en étroite coopération avec les instances internationales, mais rien ne semble indiquer que la politique gouvernementale ait été d'abord élaborée et conduite directement par ces instances. On peut même considérer que la politique qui est suivie par le ministère de l'agriculture dépasse nettement les conditions et demandes des organismes financiers internationaux, tels le FMI ou la Banque mondiale. L'État va plus loin, avec pour principal objectif l'élargissement de sa propre base sociale.

Certes, le régime utilise l'alibi des clauses internationales, des conditions de remboursement des emprunts et autres dettes envers l'étranger. Cela est réel d'une certaine façon, mais l'objectif du régime est également de créer les conditions d'action économique des entrepreneurs en milieu rural, et ce dans l'espoir proclamé de favoriser un essor de la production agricole. Ainsi, certains éléments de la gauche marxiste ont souligné, non sans nuances, que cette loi correspondait à un processus naturel, voire logique ou classique, de développement capitaliste.

Plusieurs questions demeurent toutefois, jusqu'à ce jour, sans études ou réponses sérieuses de la part des marxistes égyptiens. Quel est le rapport de cette loi avec les réformes en cours dans le secteur industriel ? Comment s'articule la relation

capital agraire/capital industriel ? Quelles seront les conséquences de l'essor d'un nouveau salariat agricole ? Un tel projet est-il viable d'un point de vue capitaliste ?

La question de l'application de la loi et de ses effets a eu tendance à être, elle aussi, exagérée, avec notamment l'idée de voir immédiatement des expulsions en masse et des millions de gens jetés à la rue. Certes, la légalisation des expulsions représente une précarisation dramatique de la situation des locataires. Mais elle ne se traduira probablement pas, du jour au lendemain, en phénomène de masse. Il faut plutôt s'attendre à une situation fortement différenciée : maintien du statu quo, accès à la propriété, enlèvement avec de longues joutes juridiques, expulsions, etc.

Le mouvement paysan

La résistance paysanne a pu surprendre de nombreux observateurs. C'était surtout oublier la longue et sourde histoire des résistances rurales qui n'ont jamais défrayé la chronique, hormis quelques épisodes célèbres comme en 1919 ou encore dans les années 1960. N'oublions pas que le rapport urbain-rural s'est constamment déroulé en Égypte, depuis fort longtemps, selon un mode autoritaire et dirigiste.

La dimension locale, les formes spontanées, la confrontation violente restent les caractéristiques essentielles du mouvement paysan égyptien. La principale faiblesse dans l'action des paysans a été leur incapacité à se doter de formes d'organisation et de coordination. Déjà en 1992, lors du vote de la loi au parlement, les paysans locataires avaient fait preuve de passivité. Ils ne sont pas représentés au parlement et les lieux potentiels d'expression paysanne, comme la Fédération des coopératives de réforme agraire et le Haut Conseil des sociétés de coopérative agricole, sont des organes purement techniques, divisés entre locataires et propriétaires, et tombant le plus souvent sous l'influence des paysans les plus riches.

L'Union paysanne liée au *Tagammu'* possède quelques milliers de membres, et des dirigeants connus comme la célèbre Shahida Maqlad, dont l'époux, Salah Hussein, fut assassiné à Kamshish, au milieu des années 1960, par des propriétaires fonciers qui résistaient à la réforme agraire. L'Union a néanmoins montré sa faiblesse organisationnelle et son manque de dynamisme, en se contentant de publier des communiqués et d'organiser

Égypte

des débats. Elle n'a jamais cherché à impulser des mobilisations et des luttes, en raison de la ligne conciliatrice du parti envers le régime.

Le reflux du mouvement depuis l'automne témoigne des difficultés à construire un mouvement paysan. Aujourd'hui, la situation est globalement calme, hormis des poches d'affrontement ici et là.

Le régime Moubarak

La question paysanne souligne encore une fois les sérieuses fractures qui traversent le régime. Le lobby des propriétaires fonciers a réclamé le changement en cours depuis au moins 1985, et ce tout à fait explicitement au sein du comité agricole du PND au pouvoir. Le gouvernement avait toutefois résisté pendant quelques années, craignant les réactions dans les campagnes.

Certains à gauche considèrent que les derniers développements prouvent que la bourgeoisie agraire égyptienne a repris le contrôle de l'État. On pourrait y voir, au contraire, une démonstration de l'autonomie réelle dont dispose l'appareil d'État, qui a choisi soigneusement le moment de la réforme. En tout état de cause, les élites de l'État en sont arrivées à identifier leurs propres intérêts avec l'accélération de la réforme économique et les projets visant à favoriser le développement capitaliste.

Leur attitude exprime aussi leur moindre crainte, aujourd'hui, des réactions de masse à la réforme économique, alors que l'opposition est plus impuissante que jamais, que ce soit la gauche (*Tagammu'* et nassériens) ou les islamistes de toute sorte. Dans les années 1990, l'approfondissement de la crise économique, de la dépendance vis-à-vis des institutions internationales et la chute des régimes pays d'Europe de l'Est ont accéléré le mouvement. Le test de la guerre du Golfe, positif pour le régime, a permis de prendre la voie de ces changements.

La gestion de la réforme par le régime a été jusqu'à présent très habile. Il a su trouver les moyens de faire passer la loi sans créer une situation irrémédiable et en entravant jusqu'à ce jour les moindres formes de constitution d'un mouvement paysan solide et uni. La question du maintien de l'ordre revêtait un caractère très sensible face aux mobilisations paysannes. La sécurité s'appuie, en effet, sur les unités répressives des Forces de sécurité centrale, composées de jeunes faisant leur service militaire. Or, une partie importante



de ces jeunes est elle-même issue des campagnes. C'est pourquoi, traditionnellement, ils servent loin de leur région d'origine. Le ministre de l'intérieur a pu néanmoins multiplier les déclarations publiques de fermeté. Notons aussi la mise en place d'une nouvelle équipe de gouverneurs à poigne au cours des derniers mois.

Par ailleurs, la période de cinq ans entre le vote de la loi et son entrée en vigueur a permis dans de nombreux cas de rechercher des solutions, notamment en réduisant la part des terres en location, selon les dires du ministre de l'agriculture. Le gouvernement a essayé de favoriser l'accès à la propriété par l'octroi de prêts des banques de crédit agricole sur la base d'un taux d'intérêt annuel de 13% sur une période pouvant aller jusqu'à 10 ans. Le 1^{er} juillet 1997, le ministère de l'agriculture a demandé aux locataires de remettre leurs anciens contrats. Le décret stipule aussi que les bureaux locaux remettraient aux propriétaires, en octobre, de nouveaux titres de propriété qui définissent leurs droits. Sans ses papiers, il serait difficile de faire valoir ses droits de propriété et de demander une expulsion.

Au cours de l'été, le président Moubarak est intervenu en personne, promettant d'allouer aux paysans qui pourraient être victimes de la nouvelle loi, des terres nouvelles dans la Toshka, immense projet qui consiste à créer une nouvelle vallée en employant les eaux du lac Nasser. Les travaux sur ce projet viennent

juste de débiter.

En fait, on ne peut qu'être impressionné par la facilité avec laquelle le régime a été capable de désamorcer le conflit. Le reflux est très net à la campagne avec une réelle atomisation du mouvement paysan. Répression et menaces, associées à une politique de division selon divers clivages (géographiques, sociaux, familiaux, claniques, etc.) ainsi que l'accès à la propriété, ont permis de maîtriser les risques inhérents à ce type de mouvement social. Bien sûr, il existe encore des risques d'explosion, mais ils apparaissent plus liés à des situations locales particulières, comme par exemple dans certaines régions de Haute-Égypte où les rapports sociaux sont extrêmement tendus.

Le régime a su maîtriser la situation, dans certains endroits par la négociation, ailleurs par la répression directe (intimidation, arrestations, interventions de la police...). Ainsi, dans certains villages, les paysans devaient se rendre au commissariat où ils étaient retenus jusqu'à ce qu'ils signent le nouveau bail. Le pouvoir a aussi retardé l'application de la loi, dans plusieurs régions.

Perspectives

Il n'en reste pas moins que l'ampleur des mobilisations paysannes a été impressionnante dans un premier temps, avant de connaître le reflux. Certes, elle n'a pas connu de traduction en termes politiques, tant au niveau paysan qu'au niveau de la gauche. Un espace s'est néanmoins ouvert pour la gauche égyptienne, où les nassériens et les marxistes se sont largement engouffrés. Les islamistes ont plutôt raté une occasion, préoccupés qu'ils étaient d'améliorer leurs relations avec le pouvoir. Cette nouvelle loi sur la terre a donc entraîné une reprise d'activité à gauche, notamment dans certains milieux qui étaient plutôt atteints de torpeur depuis un certain temps.

La collaboration entre les forces et sensibilités de la gauche marxiste dans l'organisation de la solidarité a été aussi une expérience importante, surtout lorsque l'on connaît la longue tradition et le lourd passif de l'extrême gauche égyptienne, en termes de division et de sectarisme.

Dans ce contexte général, tout essor de la solidarité en provenance de l'extérieur du pays peut avoir une influence significative et fort positive sur le déroulement des événements. ■

Deux livres sur les rapports Nord-Sud

par
Maxime Durand

L'ouvrage que vient de publier Eric Toussaint fera longtemps référence sur les rapports entre la dette, la finance et les pays du Sud (1). Ce livre copieux couvre en effet les différents aspects de cette thématique, et pourtant ses 400 pages sont aisément accessibles. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, Eric Toussaint est l'un des principaux animateurs du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) qui réalise en Belgique un énorme travail d'information et de mobilisation. Cette expérience pratique le rend particulièrement sensible à la recherche d'une présentation pédagogique, ce qui l'a conduit à proposer en annexe un précieux lexique et une utile chronologie. Son livre est donc un véritable outil de travail qui s'ouvre sur quarante-cinq thèses présentant de manière condensée l'essentiel des développements ultérieurs. Ceux-ci donnent une large place aux exemples concrets et proposent notamment quatre études de cas saisissantes (Argentine, Mexique, Algérie et Rwanda), ainsi qu'un chapitre d'actualité consacré à la tempête en Asie. Un tel effort pédagogique est trop rare pour qu'il ne soit pas souligné, même si le véritable intérêt de l'ouvrage se situe ailleurs.

Sur le fond, il représente une étape importante de synthèse et d'actualisation de l'analyse des rapports Nord-Sud. Partant de la question de la crise de la dette, Eric Toussaint élargit le tableau à une description systématique de l'économie mondiale capitaliste, telle que la structure aujourd'hui la mondialisation décrite dans toutes ses dimensions, l'une des plus déterminantes étant bien sûr celle de la finance. Il souligne la nature excluante de ce processus qui tend à marginaliser le tiers monde tout en renforçant la dépendance à laquelle il est soumis. Puis il s'attaque aux instruments de cette domina-

tion renforcée, qui viennent accompagner les stratégies des multinationales. Il y a d'abord les institutions jumelles, Banque mondiale et FMI, dont le rôle s'est transformé au cours des années quatre-vingt. Au début de la décennie, elles ont eu pour tâche de traiter la crise de la dette, puis se sont transformées en gestionnaires de fait de nombreux pays du Sud, à travers les plans d'ajustement structurel édictés à leur usage. C'est l'un des chapitres les plus réussis que celui qui synthétise ces fameux plans d'ajustement et dresse le bilan de leurs effets désastreux. Il n'y a pas que les institutions, et Eric Toussaint n'oublie pas de polémiquer avec les idéologies qui sous-tendent la mise en pratique du néolibéralisme mondial.

Une clause « sociale » ?

Beaucoup de travaux s'arrêtent à la dénonciation. La particularité la plus stimulante de celui-ci est de ne pas esquiver l'énoncé de pistes alternatives et de moyens d'actions : c'est l'objet des deux derniers chapitres de l'ouvrage. Il faut lire et discuter ces trente pages où l'auteur se jette à l'eau et esquisse une stratégie opposant à la mondialisation capitaliste une "globalisation des ripostes", autour de ce beau principe : « ceux qui estiment que la mondialisation est incontournable, devraient se rendre compte qu'ils peuvent être contournés et renversés ». Il est temps, comme le dit Eric Toussaint en conclusion. Il est grand temps de prendre conscience, et ce livre y aide grandement, en montrant à quel point la régression sociale est universelle et appelle à un renouveau de l'internationalisme.

En contrepoint du livre d'Eric Toussaint, il faut signaler le livre-dossier sur la clause sociale coordonné par Denis Horman (2). On sait que cette idée de clause sociale est largement discutée dans les institutions internationales, dans les syndicats et associations, ainsi que dans

certains milieux patronaux. Il règne autour de cette notion de nombreuses ambiguïtés qui nécessitent un débat approfondi (3). Ce livre constitue en ce domaine une référence indispensable, car il permet de bien faire apparaître les dimensions de ce débat, en rassemblant des contributions de chercheurs, de militants, et surtout de syndicats de différentes régions et secteurs du monde : CISL, CES, CSC et FGTB, Textile, CITU en Inde, Bangladesh. Il est par exemple intéressant de rapprocher les entretiens avec le responsable du Comité syndical européen du Textile-Habillement-Cuir et celui de la Fédération nationale des travailleurs du textile du Bangladesh. Leurs points de vue ne sont pas diamétralement opposés, et une convergence peut s'amorcer à une double condition, que l'on ne se lasse pas de répéter : il faut d'abord distinguer les clauses qualitatives, par exemple l'existence d'un salaire minimum, et les clauses quantitatives comme l'instauration de taxes visant à égaliser les coûts car ces dernières entrent, avec beaucoup d'hypocrisie, dans une logique protectionniste. Il faut ensuite refuser de s'en remettre à l'OMC pour défendre les droits des travailleurs. Sur ces deux points, le livre apporte de nombreux éclairages, notamment sur le travail des enfants dont l'interdiction ne concerne pas seulement le secteur exportateur. On trouve en annexe plusieurs documents de référence, comme la déclaration commune CISL-CMT-CES ou le résultat d'une enquête auprès d'ONG et de syndicats du Sud. ■

1. Eric Toussaint, *La Bourse ou la vie. La finance contre les peuples*, Éditions CADTM-CETIM-Luc Pire-Syllepse, Bruxelles-Genève-Paris 1998.

2. Denis Horman, *Mondialisation et droits sociaux. La clause sociale en débat*, Éditions Luc Pire/CETIM, Bruxelles-Genève 1996.

3. cf. par exemple le dossier paru dans *Inprecor* n° 397, décembre 1995.

Révolte paysanne et dissidences

Contrairement à ce que l'on croit, le climat social est loin d'être serein au Viêt-nam et la presse mentionne chaque semaine des grèves dans différents secteurs provoqués par des salaires trop bas ou non payés, des journées de travail trop longues, de mauvais traitements.

Mais le mouvement qui a le plus défrayé la chronique et qui dure depuis un an affecte la région de Thai Binh, dans le nord du pays. Cette province pauvre et surpeuplée, située dans le delta du fleuve Rouge, est le siège d'une révolte de dizaines de milliers de paysans qui protestent contre les abus de l'administration locale et contre la corruption. Les plus hauts dirigeants nationaux se sont succédé sur place pour essayer de calmer les gens mais rien n'y fait. L'écho est considérable dans le pays car il s'agit d'un des berceaux de la révolution et de la résistance.

Le général Tran Do, vieux révolutionnaire très populaire de par son passé héroïque et son soutien depuis des décennies aux contestataires, vient d'envoyer une lettre (fin 1997 - début 1998) « *respectueusement adressée au Parti, à l'Assemblée nationale, au Gouvernement et aux camarades soucieux d'intérêts communs* ».

Cette lettre circule partout au Viêt-nam. Il y réclame une nette séparation du Parti et de l'État, une discussion publique de tous les problèmes et l'établissement d'une véritable démocratie. A plusieurs reprises il cite les « *événements de Thai Binh* » comme très révélateurs du profond malaise frappant toute la société qui n'accepte plus de voir une caste privilégiée de profiteurs « *communistes* » s'enrichir sur son dos alors que la situation économique ne fait que se détériorer et que la parole est confisquée. (J-M K)

(suite de la page 36)

Certes, il a sauvé le PCFR. Mais pour atteindre quel but, c'est une autre question.

Les autorités décidaient de ne pas obliger le parti à passer dans la clandestinité. Mais ils laissaient clairement entendre qu'il devrait respecter les nouvelles règles du jeu. En fait, le PCFR était constamment sous la menace d'être mis hors-la-loi, mais il n'était pas directement frappé alors que d'autres organisations de gauche subissaient des persécutions beaucoup plus sérieuses. Les communistes radicaux étaient exclus de l'activité politique légale, mais ils ne disposaient pas de l'audace, des cadres et des ressources pour mener des luttes illégales. Après le bombardement du 4 octobre 1993, la lutte armée n'a pas éclaté; il n'y a pas eu non plus d'actions un tant soit peu sérieuses de désobéissance civique. Les dirigeants de l'opposition radicale ont sauvé leur vie et leur liberté mais au prix d'une mort politique.

La nouvelle gauche se retrouvait hors jeu, en ne parvenant pas à obtenir des sièges à la Douma et en perdant leurs positions dans les syndicats et dans les organes d'auto-gouvernement locaux. Ses organisations ont volé en éclats. La fraction parlementaire de Ziouganov votait pour le budget de 1994, ne s'intéressait pas beaucoup à la grève des mineurs qui s'étendait dans le pays au printemps de la même année: bref, elle jouait le jeu de l'opposition de sa majesté. Pour leur part, les autorités, convaincues de faire le bon choix, relâchaient leur pression.

Au moment où la plupart des travailleurs de la Russie sont socialement désorganisés et dépendent des dirigeants d'entreprise et où beaucoup de gens qui ont été licenciés sont obligés de faire du petit commerce et de cultiver leur jardin, ce n'est qu'avec beaucoup de réserves qu'on peut parler de mouvement ouvrier et même de "classe ouvrière" au sens marxiste du terme. La base sociale du PCFR est composée de retraités et non d'ouvriers, d'une bureaucratie agraire qui garde des forts liens corporatifs avec les campagnes et de bureaucrates qui ont été dépossédés au cours de la libéralisation.



Tous ces groupes sociaux, hostiles aux autorités à de différents degrés, ne pouvant pas résoudre leurs problèmes par un changement social et politique, visent à une redistribution des ressources par le truchement du budget de l'État. Il ne s'agit donc pas de masses de gens qui exercent une pression sur le parti en revendiquant leurs droits et s'efforçant de contrôler leurs représentants, mais de "clients", qui, dans la tradition de l'URSS, sont prêts à accepter un traitement inférieur à ce qu'il devrait être dans l'espoir d'obtenir des faveurs.

Si un changement de régime est un objectif au delà des possibilités du PCFR, des réformes de structure ne sont pas poursuivies non plus. Le problème ne réside pas dans une faiblesse théorique, mais dans la nature de la "clientèle" spécifique du parti. Le seul moyen de satisfaire les besoins d'une telle base sociale est d'avoir recours à des lobbies, ce qui implique de bonnes relations avec le gouvernement.

Ainsi le parti de Ziouganov est encore une fois près du pouvoir, mais d'une façon très différente par rapport à 1993. Depuis printemps 1994, une relation opérationnelle solide a été établie entre le PCFR et le cabinet de Tchernomyrdine (tout cela, bien entendu, est justifié par l'argument qu'il faut appuyer les "meilleurs" éléments du gouvernement contre les "pires"). La presse d'extrême droite a salué cette politique comme une "social-démocratisation du parti" alors que l'éloignement de l'orientation communiste a comporté en même temps une rupture également nette

avec des conceptions social-démocrates. En effet, la social-démocratie est orientée vers des réformes structurelles, alors que le PCFR n' a pas eu et ne peut pas avoir une stratégie réformiste.

Le comportement du PCFR pourrait être justifié en prenant en considération le fait qu'en Occident les partis qui s'appellent sociaux-démocrates, ont clairement rompu avec le réformisme et le mouvement ouvrier en adoptant une stratégie de pression. Dans ce sens, Ziouganov est, en fait, assez proche de dirigeants politiques comme Tony Blair en Grande-Bretagne et Massimo D'Alema en Italie. Si Ziouganov n'est plus communiste, Blair et D'Alema ne sont plus sociaux-démocrates. Bien entendu, tous les trois partagent le désir de garder ce qui reste de l'électorat ouvrier traditionnel, bien que leur orientation soit aujourd'hui très éloignée des intérêts de ces électeurs.

Puisque l'idéologie du communisme ne peut plus servir en tant que guide pratique pour l'action et la social-démocratie n'est pas une alternative réelle, Ziouganov a été obligé de formuler une troisième option. Cela a abouti à l'"idéologie du patriotisme d'État". Le slogan du patriotisme a été utilisé pour justifier un rapprochement avec les autorités tout en permettant en même temps de maintenir une attitude d'opposition face à l'Occident. Ainsi le capitalisme a été transformé de phénomène social en phénomène géographique. La continuité avec le passé soviétique a été maintenue, mais en même temps il a été possible de souligner la loyauté du PCFR vis-à-vis des "entrepreneurs nationaux".

Au milieu de l'année 1994, le PCFR était désormais non seulement le seul parti de gauche au Parlement, mais aussi le seul parti sérieux du pays en l'absence d'une opposition extraparlamentaire organisée. Paradoxalement, cela a eu l'effet de le radicaliser. Dans la phase préparatoire des élections parlementaires de 1995, se répandait dans la société le sentiment qu'il n'y avait aucune alternative au parti de Ziouganov en dépit de tous ses défauts. Par conséquent, le soutien à ce parti augmentait très sensiblement et des gens avec des idées radicales y adhéraient. Aux élections

partielles à la Douma et à des assemblées locales, les communistes remportaient régulièrement des succès. Ces succès nourrissaient chez les dirigeants du parti l'illusion qu'il serait possible de conquérir le pouvoir par le processus électoral. La fraction parlementaire votait contre le budget de 1995.

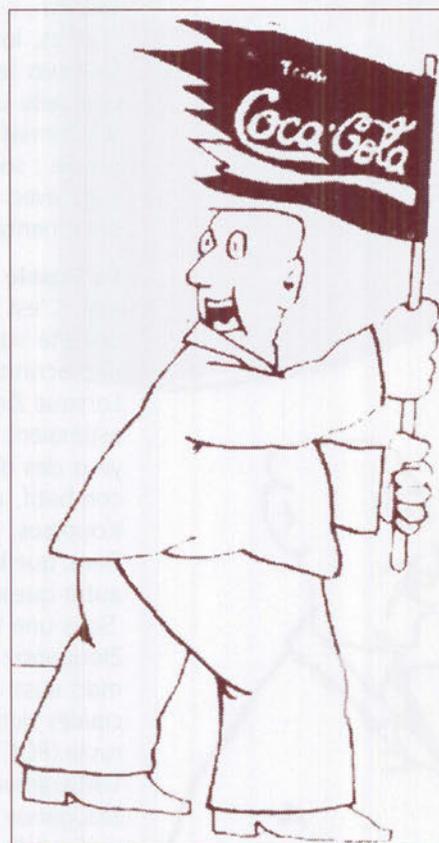
Par le troisième congrès du parti, tenu peu avant les législatives, on s'efforçait de présenter aux Russes un parti de gauche revivifié, en parlant moins de patriotisme d'État et plus de Marx et de Lénine. Le programme adopté incluait beaucoup d'idées empruntées directement à la nouvelle gauche soviétique et russe de la période 1989-1993 et des gens plus disposés à lutter faisaient leur apparition à la direction du parti..

Les élections de 1995 ont marqué un très grand succès du parti. Néanmoins, elles ont montré que l'espoir d'un renouveau de ce parti était très peu fondé. Les préparatifs des élections et la formation des listes ont été marqués par des méthodes d'appareil classiques. Les députés soupçonnés de ne pas être loyaux à Ziouganov et à son cercle ont perdu leurs mandats. Dans de nombreux cas la campagne a été menée de façon à éviter que des éléments de gauche indépendants ne soient élus, y compris au prix d'avantager des partisans d'Elsine et de Tchernomyrdine.

Lors des élections présidentielles, Eltsine a clairement indiqué, pour sa part, que la démocratie n'était admise que dans certaines limites. Une opposition parlementaire dans une Douma sans pouvoirs est une chose tout à fait différente d'une lutte pour la présidence. Une vague de propagande agressive a submergé Ziouganov et le PCFR. Le parti a subi une pression massive à laquelle il n'était plus habitué. L'assaut propagandiste, les fraudes au niveau local et les nombreuses violations "techniques" de la loi, n'ont pas seulement assuré la victoire d'Elsine; elles ont indiqué une fois pour toutes aux dirigeants du PCFR que leur candidature au gouvernement n'était tout simplement pas permise.

La "volonté de puissance" s'est traduite dans un effort de rapprochement avec les autorités après l'été 1996. La lutte pour le pouvoir a été

remplacée par une recherche de voies d'intégration dans l'appareil de domination. Le parti a recommencé à voter pour le budget et à appuyer les "bons" ministres au détriment des "mauvais". Le seul problème résidait dans le fait qu'à une époque où le pays était ruiné et saccagé, une telle approche ne pouvait offrir grand-chose sur le plan social aux "clients" du parti. Il est encore plus évident que le parti ne pouvait rien donner aux travailleurs et aux intellectuels qui l'avaient soutenu en 1995. Il ne pouvait non plus aider les gouverneurs



qu'il a fait élire et qui sont condamnés à mendier dans les couloirs du pouvoir central. Une crise mûrissait dans ses rangs.

Conclusion : le tournant à droite du PCFR n'autorise pas à parler de sa social-démocratisation. Ce qui est en train de se passer est encore pire. Tout compromis a ses limites et au-delà d'un certain point, des hommes politiques de gauche cessent d'être de gauche. Le PCFR est en train de devenir partie prenante du régime, l'un des soutiens de l'ordre existant. Mais, en assumant ce nouveau rôle, il est destiné à se heurter sérieusement aux groupes sociaux et aux personnes qu'il a rassemblés sous son drapeau. ■

Où va le Parti communiste de la Fédération de Russie



par
Boris Kagarlitsky*

À un mois de février dernier, le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) a célébré son cinquième anniversaire. Les journaux de Moscou d'extrême droite ont été de manière frappante unanimes : beaucoup d'éloges au leader du parti Gennady Ziouganov et à ses collaborateurs les plus proches. Selon *Sevodnia*, sous Ziouganov le PCFR a cessé d'être communiste et est devenu une organisation social-démocrate "normale" respectant le nouvel ordre social et la propriété privée. L'organe officiel du gouvernement, *Rossiyskaya Gazeta*, a exprimé une appréciation similaire.

Certes, lorsqu'il s'agit de juger des processus au sein du mouvement communiste, il ne faut pas faire trop confiance à des journaux d'orientation libérale ou conservatrice. Mais une telle unanimité suggère des réflexions. Le PCFR n'a plus à lutter contre un blocage d'information ou une chasse aux sorcières propagandiste. Il a les moyens d'avoir sa propre presse : son journal, *Pravda*, qui reflète les orientations de la direction du parti, est réapparu avec une nouvelle formule et la télévision officielle apprécie le travail de la fraction parlementaire à la Douma en traitant le parti avec tolérance.

La Russie est à l'heure actuelle un pays à la périphérie du système capitaliste mondial. C'est pourquoi les efforts pour construire une social-démocratie du type occidental ont été voués à l'échec dès le début. Alors, si le PCFR n'est pas en train de se "social-démocratiser", qu'est-ce qu'il devient?

Lorsque Ziouganov a été élu leader du PCFR resurgi en 1993, la plupart des observateurs estimaient que le parti avait adopté des positions conservatrices et nationalistes. Mais aux yeux des délégués au congrès qui l'avaient élu, Ziouganov était apparu comme un leader combatif, capable de faire des choses que l'autre candidat, le sobre et modéré Valentin Kouptsov, ne pouvait pas faire. Les militants de base voulaient de l'action et des luttes. Dans quelle mesure ils étaient eux-mêmes disposés à s'engager sur ce terrain, c'est une autre question (la plupart des membres enregistrés avaient déjà l'âge de la retraite).

Sous une forme ou sous une autre, tout au long de la période de revivification, aussi bien Ziouganov que Kouptsov se sont efforcés non seulement de réorganiser l'appareil du parti, mais aussi de mettre sur la ligne de touche leurs rivaux de droite ou de gauche. Les principales victimes du processus de reconstruction ont été le radical Parti ouvrier communiste russe (POCR) de Viktor Anpilov et le modéré Parti socialiste des travailleurs (PST) de Ludmila Vartazarova. Le POCR a perdu nombre de ses activistes et le PST une masse de retraités. Ziouganov était en état d'offrir quelque chose à ces deux catégories. Ainsi, le PCFR devenait rapidement une force capable de lancer une lutte réelle pour le pouvoir, alors que le POCR, avec sa rhétorique révolutionnaire et son idéologie stalinienne, restait isolé dans la société, tout en représentant une force oppositionnelle importante, et que le PST repoussait les gens par son inactivité.

La force de Ziouganov résidait, pour utiliser une expression de Nietzsche, dans sa "volonté de puissance". Voilà ce qui a unifié autour de lui les fragments du mouvement communiste. Mais cela représentait en même temps la principale faiblesse du PCFR depuis sa formation. Derrière sa volonté de puissance il n'y avait ni un programme clair ni une théorie et non plus un mouvement de masse en condition de lutter pour le pouvoir et de réaliser spontanément un changement. En 1993 cela n'avait pas beaucoup d'importance: le Soviet suprême était encore intact et il existait dans le pays une situation de dualité de pouvoir. Le programme néolibéral n'avait pas été entièrement appliqué et on avait encore l'illusion que le "point de non retour" n'avait pas été atteint. Donc, la nostalgie de l'URSS, combinée au désir de "faire mieux", de "ne pas répéter les erreurs" etc., pouvait suffire. La "volonté de puissance" peut s'accompagner du radicalisme, mais elle peut aussi s'accompagner tout naturellement de l'opportunisme : tout dépend des circonstances. Après le bombardement du Soviet suprême, les gens autour de Eltsine l'avaient très bien compris. Sans doute sincèrement convaincu qu'il allait ainsi sauver son parti, Ziouganov prenait ses distances vis-à-vis des défenseurs armés du palais.

* Boris Kagarlitsky, élu au conseil municipal de Moscou, militant du Parti des travailleurs et auteur notamment de *The Dialectic of Change*. L'article qui suit a été rédigé avant la nouvelle crise politique russe, dont l'événement le plus spectaculaire a été la décision de Eltsine de limoger le premier ministre Tchernomyrdine et de le remplacer par Kiriyenko. Il ne nous semble pas pour autant obsolète : en effet, il aide à comprendre la nature et les contradictions du Parti communiste de la Fédération russe, qui a connu lors de l'élection de Kiriyenko à la Douma des déchirements spectaculaires.

